

EN MARGE D'UN ANNIVERSAIRE : PLUS DE VINGT ANNÉES DE SECTARISME NÉO-STALINIEN

RAOUL VICTOR

Prise de position sur le "CCI", mai 1997

L'objectif de ce texte est de tirer quelques enseignements de la dégénérescence vécue par une des principales organisations du «milieu révolutionnaire prolétarien» : le Courant Communiste International (CCI).

À partir de l'automne 1993, cette organisation s'est plongée dans un «débat interne» qui l'a conduite à reconsidérer toute son histoire, ses rapports avec ses propres militants. Au bout de trois années de combat pour acquérir «l'esprit de parti» et «assainir» le tissu organisationnel, le résultat a été le triomphe d'un esprit de secte, au sens d'un corps militairement renfermé sur lui-même, vivant avec la conviction qu'il est l'objet d'une gigantesque conspiration quasi universelle et se coupant de plus en plus de la réalité.

Cet esprit de secte est particulièrement bien illustré par la façon dont le CCI présente les difficultés internes qu'il a affrontées, non seulement récemment mais depuis pratiquement ses débuts. Depuis ses premiers temps, le CCI aurait été rongé par «l'esprit de cercle», c'est-à-dire que les rapports internes entre militants auraient été essentiellement déterminés par des facteurs non politiques, étrangers aux motivations sur lesquelles est censée exister une organisation révolutionnaire. En particulier, le CCI aurait été la proie de luttes permanentes entre «clans» constitués sur des bases essentiellement affectives. Parmi ces clans, il y en aurait eu un, le plus pernicieux et dangereux de tous, qui aurait étendu ses tentacules à travers tout le corps de l'organisation au point de s'emparer (presque) du contrôle de cette dernière. Ce clan constitué pour l'essentiel d'anciens camarades, dont certains «fondateurs», aurait eu à sa tête un individu «franc-maçon» et donc lié à l'État. Cet individu aurait appris des techniques de «lavage de cerveau» au point de manipuler et transformer en ses «perroquets» certains des plus anciens membres. Cette action de l'État à l'intérieur de l'organisation se serait accompagnée d'une action tout aussi perfide, coordonnée au niveau international, de l'extérieur de l'organisation et dont les principaux protagonistes auraient été les éléments et groupes dits «parasites», constitués pour une grande part d'anciens membres du CCI.

Pour parvenir à cette réécriture de son histoire toute l'organisation, pendant trois ans a été plongée dans l'analyse des rapports personnels au sein de chaque section, cherchant à définir des clans «affectifs», des «gourous», puis des «agents de l'État «infiltrés», etc. Le tout dans une ambiance d'autocritiques et dénonciations avec interdiction pour certains membres de discuter entre eux des questions en débats en dehors de cadres «formels». Cela a créé une atmosphère qui devint rapidement irrespirable, du moins pour certains et entraîna le départ d'un certain nombre de camarades, souvent dans la confusion.

Cependant, la «sectarisation» du CCI n'est pas seulement un échec pour les individus militants qui l'ont constitué et fait vivre. Dans la mesure où il a été le porteur d'un ensemble de positions politiques produit de l'expérience historique prolétarienne, dans la mesure où son existence répondait à une nécessité historique de la classe, le CCI était un instrument de la classe. Son échec est donc aussi un affaiblissement du prolétariat lui-même.

Ceux qui, tels les anarchistes individualistes, prétendent que toute organisation politique minoritaire ne peut être qu'une «secte», coupée de la réalité et déchirée par des tensions entre personnalités, verront dans l'évolution du CCI une confirmation de leurs convictions. Mais leur raisonnement ne vaut pas mieux que celui de ceux qui disent qu'il n'y aura pas de révolution prolétarienne triomphante parce que jusqu'à présent elles ont toutes été défaites. Pour être véritablement en

mesure de contribuer au mouvement révolutionnaire dont est grosse la société capitaliste, les révolutionnaires doivent s'organiser, travailler collectivement. Les formes d'organisation varient et diffèrent suivant les conditions historiques mais elles sont indispensables pour contribuer au combat de la première classe de l'histoire véritablement collective.

Toute activité humaine est, à un degré ou un autre, collective. Celle qui consiste à agir pour l'avènement de la première société humaine réellement collective pourrait difficilement ne pas l'être. C'est pourquoi si l'objet de ce texte est une prise de position sur la dégénérescence dans l'aliénation d'une organisation révolutionnaire, son objectif est clairement d'en dégager des enseignements pour éviter un tel processus.

De l'esprit de forteresse assiégée à l'esprit de secte

La dévastatrice campagne médiatique qui a accompagné l'effondrement du bloc de l'Est proclamant la fin du marxisme, la fin du communisme, la fin de la lutte de classe comme chemin de la révolution anticapitaliste a considérablement atteint le peu de confiance en soi qui caractérise la classe exploitée.

L'idée que la société capitaliste serait grosse d'une société nouvelle, dont les prolétaires modernes seraient les bâtisseurs, a reculé devant les théories de la «fin de l'histoire» : le capitalisme serait la station terminus du train de l'évolution humaine. L'horreur du capitalisme décadent: le chômage qui croît dans les pays les plus industrialisés depuis plus d'un quart de siècle; l'abandon à la plus extrême misère de pans entiers de l'humanité, comme la quasi-totalité du continent africain; le pouvoir croissant des mafias porté par la marée montante de la délinquance devenue pour un nombre toujours croissant d'humains le seul moyen de subvenir à leurs besoins; la paupérisation absolue de ceux qui ont «la chance» d'avoir un emploi; en un mot, la décadence avancée de la société capitaliste, serait un aboutissement au-delà duquel il n'y aurait plus rien, sinon un chaos encore plus dramatique.

Dans l'esprit des milliards d'hommes qui subissent cette réalité, le désespoir, le sentiment d'absence d'avenir (*no future!*) s'est répandu, colporté par les cavaliers médiatiques de l'apocalypse manipulatrice avec le concours des «savants», des «experts», les économistes et les sociologues, les historiens, tous gagnés d'avance au culte du pouvoir de la classe dominante.

L'effondrement du régime stalinien fut présenté comme l'effondrement de toute possibilité de révolution communiste, comme le fiasco magistral du marxisme et de toutes les idées qui voient dans la lutte de classe le moyen de sortir l'humanité de la barbarie capitaliste. Les idées, le langage des révolutionnaires ont été quotidiennement ridiculisés par la propagande omniprésente. Même si objectivement la gravité de la situation historique et l'évidence de la faillite du système capitaliste mondial sont plus criants que jamais, les effets dévastateurs des campagnes médiatiques l'emportent, du moins momentanément.

Il est naturel qu'en de telles circonstances les organisations révolutionnaires effectuent un certain repli, qu'elles adaptent l'emploi de leurs forces, leurs objectifs immédiats aux nouvelles conditions. Mais ce repli, s'il est mal compris, s'il ne s'accompagne pas d'une claire compréhension de la période et d'un esprit sain quant au fonctionnement, peut se transformer rapidement en une sorte de paranoïa collective dont la principale conséquence est de faire de l'organisation et de son existence un but en soi. La «défense de l'organisation» devient alors l'alpha et l'oméga des préoccupations et des activités des militants. Face aux conditions historiques défavorables, l'organisation cherche à se transformer en forteresse impénétrable, protégée des vents adverses. Mais ce faisant elle s'enferme sur elle-même. La difficulté à agir sur la vie «extérieure» conduit à faire de la vie interne l'objet principal de l'action collective de l'organisation.

Au bout de cette tendance, la vision de la réalité, aussi bien extérieure qu'intérieure, devient totalement déformée, voire délirante. À force de vouloir se protéger contre une réalité que l'on

perçoit comme étant de plus en plus hostile, on finit par se détourner de celle-ci. L'esprit de forteresse assiégée se transforme alors en esprit de secte. C'est ce qui s'est produit pour le CCI.

Ce processus de fermeture sur soi et de coupure avec la réalité ne s'est pas fait en un jour. Avec le recul, on peut déceler, au moins à partir de la fin des années 80, trois moments, correspondant à trois grands «débat internes» qui vont jaloner cette évolution ou plutôt les dernières étapes de cette évolution. Ces débats «internes» ne sont pas pour autant tout à fait «secrets». Les publications du CCI en ont rendu compte, du moins à travers les prises de position officielles qui en ont résulté. À travers ces débats, apparemment sans connexion entre eux va se dessiner peu à peu une «nouvelle» vision de la société et de la place des révolutionnaires en son sein.

Le premier concernait l'analyse de ce que le CCI appelle la phase de décomposition du capitalisme. D'après celle-ci, depuis le début des années 80, le capitalisme vit dans une sorte de blocage historique. La lutte de classe prolétarienne n'est pas suffisamment forte pour ouvrir une perspective révolutionnaire, mais la domination idéologique de la classe dominante n'est pas suffisamment puissante pour permettre à cette dernière d'embrigader et entraîner la classe exploitée et l'ensemble de la société dans une troisième guerre mondiale, seule «issue» capitaliste à la crise. De ce fait la société pourrit, se décompose sur pied. Le débat entamé vers 1989 concernait la question de savoir comment il fallait considérer, les conséquences, les effets de cette «phase» sur le prolétariat. La position qui prédomina rapidement considérait que ces «effets sont tous entièrement négatifs». Nous n'avons pas l'intention d'aborder ici les fondements et les différents aspects de cette théorie. Ce qu'il nous importe de souligner, c'est qu'elle dessine au moyen d'une méthode unilatérale, non dialectique – 'tout est négatif' - le tableau sombre d'une société devenant de plus en plus hostile à toute idée de révolution, un paysage désertique où les organisations révolutionnaires ne peuvent survivre que comme des forteresses assiégées.

Le deuxième débat (1992-93) concernait «la nature de classe» des groupes dits «parasites». Depuis ses premiers temps le CCI a employé à plusieurs reprises le terme de «parasite» pour définir des groupes défendant des positions politiques trop proches de celles d'une autre organisation existante (essentiellement le CCI) pour justifier d'une existence propre, autonome. Ces groupes sont cependant clairement considérés comme faisant partie du milieu politique prolétarien. La connotation insultante du terme traduisait le rejet des divisions inutiles parmi les révolutionnaires. Il y avait derrière cette attitude un réel souci d'unité et de regroupement. Il en est autrement lorsqu'au début des années 1990, le CCI entreprend de réévaluer la nature de classe des groupes «parasites». Ici, le souci principal est au contraire de creuser les fossés qui séparent les organisations politiques, le contenu des positions politiques défendues devenant une question relativement secondaire. La nouvelle analyse stipule que les groupes «parasites» ne font pas partie du «milieu politique prolétarien» mais se situent dans «le marais» qui sépare le prolétariat de la bourgeoisie. La définition même de «parasite» devient plus large. La question politique déterminant l'appartenance d'un groupe au «parasitisme» se résume de plus en plus par l'attitude de celui-ci à l'égard du CCI. Ainsi, par exemple, un groupe comme le FOR qui existait bien avant la constitution du CCI ou le GCI dont les positions politiques sont particulièrement éloignées de celles du CCI sont catalogués comme «parasites» essentiellement parce qu'ils sont très critiques à l'égard de «la plus importante organisation du milieu politique prolétarien». Depuis l'adoption de cette nouvelle analyse le «parasitisme» est devenu presque une obsession pour le CCI, notamment depuis les départs consécutifs à ce dernier «débat». Sa presse s'attache à démontrer que le «parasitisme» est un instrument de l'État bourgeois destiné à détruire les organisations révolutionnaires, et tout d'abord «la plus importante» d'entre elles. Étendant le concept aux individus, puis affirmant que des individus inorganisés sont toujours plus faciles à manipuler par la police que des organisations structurées, il ne voit plus dans la grande majorité des groupes et individus qui l'entourent (exception faite du BIPR – pour combien de temps encore ? – et les petites chapelles bordiguistes) qu'une masse qui complotte contre lui en faisant consciemment ou inconsciemment «le travail de la bourgeoisie». La principale «forteresse» révolutionnaire a trouvé ses assiégeants immédiats qui tout naturellement

sont les éléments politiquement les plus proches... en particulier les anciens membres du CCI. (Nous reviendrons plus loin sur cette question).

Le troisième débat commencé à l'automne 1993, va conduire le CCI à découvrir qu'en fait la forteresse était depuis des années infestée à l'intérieur par des assiégeants, à la tête desquels un véritable diable cumulant les fonctions de gourou, aventurier, franc-maçon et «probablement» agent des services secrets de l'État français ! Pour parvenir à ces découvertes, il a fallu déclarer un véritable état de siège dans l'organisation : pendant trois ans toute l'attention a été concentrée sur sa vie interne et son passé. Il s'agissait au départ de se pencher sur les «dysfonctionnements» organisationnels constatés dans chaque section. Toute l'histoire de l'organisation fut reprise sous le prisme des rapports personnels (amitiés, amours, couples, rivalités, etc.). Les ordres du jour de toutes les réunions de l'organisation, qu'il s'agisse de réunions hebdomadaires ou de congrès nationaux et internationaux furent bouleversées pour donner la plus totale priorité à ce type de questions. Vu la nature du sujet, cela devait rester dans la plus stricte confidentialité et les plus sévères sanctions furent promises à ceux responsables de «fuites». On ferma toutes les fenêtres et on se focalisa sur les rapports personnels. La même fermeture se développa vis-à-vis de la lutte de classe : le navire de l'organisation, disait-on, était en trop mauvais état pour pouvoir intervenir. Il fallait d'abord réparer le bateau qui connaissait la plus grave crise de son histoire. Ainsi les deux principales luttes ouvrières du début des années 90 en France : la grève d'Air France et le mouvement de l'automne 1995 ne furent considérés que comme des questions secondaires, des luttes sans intérêt. Il n'y eut pas d'intervention à Air France, et dans le mouvement de 95 elle fut extrêmement réduite.

Le produit de ces années de renfermement extrême sur soi fut d'autant plus délirant que les membres de l'organisation se voyaient privés de toute référence extérieure. Or il y a une dynamique propre à tout collectif organisé lorsque ce collectif se referme sur lui-même. Un syllogisme entraînant l'autre, le souci de maintenir l'unité de l'organisation peut devenir rapidement le ciment de délires collectifs où le fait même d'être collectifs apparaît comme garant de vérité. Toute remise en question des nouvelles vérités est immédiatement dénoncée comme un manque d'esprit collectif voire comme une tentative consciente de détruire le tissu organisationnel ou encore une manœuvre inspirée par «l'extérieur».

Les délires du CCI ont eu et auront encore des conséquences en son sein mais aussi à l'extérieur. Aussi il est indispensable de rétablir la vérité, et dans cette perspective, nous nous attacherons en un premier temps à rejeter les accusations extrêmement graves portées par le CCI à l'encontre de JJ, ainsi que celles sur le fameux clan anarchiste qui aurait miné le CCI depuis ses débuts. Dans un deuxième temps, nous traiterons des conceptions auxquelles est parvenu aujourd'hui le CCI ainsi que de leur extrême ressemblance avec celles des sectes.

LES ACCUSATIONS CONTRE JJ ET LE CLAN «ANARCHISTE»

Les accusations contre JJ

Ce n'est pas ici le lieu pour se pencher sur les «arguments» (faits ou témoignages) que le CCI garde dans ses dossiers et sur lesquels il prétend se fonder pour dénoncer JJ comme «aventurier», «franc-maçon» et «probablement» agent de l'État. Ceux-ci reposent essentiellement sur une série de procès d'intentions (c'est-à-dire des interprétations des actes et comportements de quelqu'un à partir d'une idée préconçue de ses motivations), des exagérations «qualitatives» (c'est-à-dire des mensonges bâtis à partir d'exagérations, de déformations quantitatives de la réalité qui altèrent la nature même des faits analysés) et enfin sur des conceptions sectaires du militantisme. Il faudrait reprendre les

«arguments» du CCI, analyser leur consistance, les confronter à la réalité et aux arguments de ceux qui les rejettent et en premier lieu de JJ. Mais un tel travail ne peut être vraiment fait que par un «jury d'honneur», c'est-à-dire un ensemble de camarades révolutionnaires qui se donne le temps et les moyens de se prononcer en connaissance des dossiers. Telle est la procédure qui fut à de nombreuses reprises employée dans le mouvement ouvrier. Elle demeure une nécessité.

Malheureusement à l'heure où nous écrivons, le jury n'a même pas pu être constitué : seule une organisation, le BIPR, a accepté d'y participer, mais à condition de ne pas être seule. Le refus de *Programma*, seule autre organisation invitée, a ainsi jusqu'à présent empêché sa formation. Cela ne doit pas conduire à un abandon du projet. Il faut s'adresser à d'autres organisations ou individus.

Le démenti des affabulations du CCI serait évidemment un coup très dur pour lui. Mais c'est à ce prix que cette organisation pourrait avoir une chance de se reconstruire sur la seule base solide pour une organisation prolétarienne : la vérité.

En attendant qu'un tel jury soit constitué et sans entrer dans les détails de l'argumentation «interne» du CCI, que seule une telle instance peut exhaustivement examiner, un simple regard attentif à l'argumentation «extérieure» suffit à mettre en évidence un certain nombre d'invéraisemblances et de contradictions dans ses accusations.

Nous nous concentrerons sur les deux accusations majeures portées sur JJ à savoir : appartenir à la franc-maçonnerie (ou du moins en «colporter l'idéologie») et avoir créé un «réseau secret d'adeptes de l'idéologie franc-maçonne».

JJ franc-maçon ?

Dans "l'Avertissement à nos lecteurs" publié par le CCI dans *Révolution Internationale* (mai 1996) le CCI accuse JJ d'avoir fait «de la propagande clandestine pour les thèmes idéologiques de la franc-maçonnerie en prenant l'initiative, au début de l'année 1991, de constituer dans le dos de l'organisation, de façon extrêmement habile et grâce à ses talents dans la manipulation, un réseau de passionnés de l'ésotérisme au sein du CCI.» En octobre 1996 la formulation employée est : "constitution au sein du CCI d'un cercle d'initiés à l'idéologie de la franc-maçonnerie" (RI n° 261) puis en janvier 1997 (RI n° 264) : "constitution au sein du CCI d'un réseau secret d'adeptes de l'idéologie franc-maçonne". Qui plus est, «il (JJ) s'est toujours refusé à faire la critique du danger mortel de l'idéologie franc-maçonne pour les organisations révolutionnaires (contrairement aux autres militants à qui il avait réussi à transmettre sa passion pour l'ésotérisme)». Le CCI dit aussi par ailleurs qu'il s'agissait d'une personne à qui l'organisation avait confié des responsabilités de «premier plan».

Ces accusations induisent immédiatement une question : comment aurait-il été possible que dans une organisation se réclamant du marxisme le plus rigoureux, un membre exerçant des responsabilités «importantes», ait pu, pendant des années, colporter des idées franc-maçonnaises en contradiction totale avec les bases mêmes du marxisme. Comment aurait-il pu construire ce «réseau clandestin» ?

L'«Avertissement» ébauche une explication en parlant des «talents de manipulateur» de JJ. Mais, même si comme le prétend le CCI, nous avons affaire à un manipulateur de premier ordre, une question reste posée : pourquoi aurait-il rencontré un tel écho ? Tout cela semble invraisemblable parce que ça l'est. JJ n'a jamais colporté une quelconque idéologie franc-maçonne et les «réseaux secrets» dont parle le CCI ne sont que des affabulations tissées à partir d'une réalité qu'on a grotesquement caricaturée.

Commençons par le soi-disant refus de JJ de «faire la critique du danger mortel de l'idéologie franc-maçonne pour les organisations révolutionnaires. « À lire le CCI on s'imaginerait une sorte de martyr de la franc-maçonnerie, refusant d'abjurer sa foi face à la pression de l'organisation. Ce serait une sorte de reconnaissance implicite de son adhésion à la franc-maçonnerie. La réalité est tout autre. Le «refus» d'écrire de JJ correspond à un blocage d'ordre plutôt psychologique que celui-ci connaît lorsque les accusations à son égard se multiplient et s'aggravent. Cette même difficulté apparaît

d'ailleurs à des degrés divers chez la plupart des camarades qui ont pendant «le débat» fait l'objet d'accusations personnelles mettant en question leur sincérité et leurs convictions. Il y a dans ce débat une ambiance tellement irrationnelle et étouffante que beaucoup démissionneront sans avoir réussi à écrire une ligne et ceux qui l'ont fait c'est au prix des pires difficultés.

Est-ce à dire que JJ ne s'est pas prononcé clairement sur la franc-maçonnerie comme le prétend le CCI ? La confrontation avec la réalité suffirait à elle seule à mettre en évidence le vent de folie qui s'est emparé de cette organisation. JJ s'est prêté, suite à sa démission et à la demande de l'organisation, à une longue série d'interrogatoires où il s'est largement expliqué sur son «intérêt pour l'ésotérisme» et la franc-maçonnerie entre autres. Dans les procès-verbaux exhaustifs de ces interrogatoires (et dont le jury d'honneur devrait avoir une copie intégrale) la position de JJ à l'égard de la franc-maçonnerie est on ne peut plus claire, puisqu'il est amené à expliquer en quoi et comment celle-ci est un instrument de la classe dominante.

Mais il n'est pas nécessaire de se référer à des documents internes pour connaître la position de JJ. Dans la revue théorique du CCI, dans les numéros 76 et 77 parus aux 1er et 2ème trimestre 1994, c'est-à-dire trois ans après la date (début 1991) où, d'après le CCI, il aurait commencé à constituer ses réseaux francs-maçons, celui-ci signe deux articles sur le thème «Comment est organisée la bourgeoisie». Dans le deuxième de ces articles intitulé : «Le mensonge de l'État 'démocratique': l'exemple des rouages secrets de l'État italien», JJ écrit : «L'affaire de la loge P2 montre que la Maçonnerie est un instrument idéal, par son fonctionnement occulte et ses ramifications internationales, pour être utilisé comme réseau d'influence par les services secrets pour les besoins de la politique impérialiste. Cela fait d'ailleurs longtemps que les diverses obédiences maçonniques dans le monde ont été investies par le pouvoir d'État et mises au service des puissances impérialistes occidentales qui les utilisent selon leurs plans. C'est d'ailleurs le cas de la majeure partie des sociétés secrètes d'une quelconque importance.»

Est-ce une défense de la maçonnerie ? Est-ce que cela ne constitue pas une claire dénonciation du «danger mortel de l'idéologie franc-maçonne pour les organisations révolutionnaires. Non évidemment. Mais pour le CCI rien n'est moins sûr. Il dit qu'en réalité JJ menait un double jeu «de façon extrêmement habile». Et qu'il a déclaré pendant ses interrogatoires qu'il ne pensait pas que la franc-maçonnerie était particulièrement intéressée à infiltrer de petites organisations révolutionnaires. C'est probablement pourquoi l'avertissement précise, lorsqu'il parle de refus de «faire la critique du danger mortel de l'idéologie franc-maçonne», qu'il s'agit du danger «pour les organisations révolutionnaires». Comme si des «sociétés secrètes investies par l'État» pouvaient ne pas être dangereuses pour des organisations qui militent explicitement pour la destruction de l'État bourgeois et de tout État.

Venons-en à la deuxième accusation contre JJ : la constitution «dans le dos de l'organisation... d'un réseau de passionnés de l'ésotérisme».

Le terme d'ésotérisme désigne littéralement «des connaissances, des œuvres qui sont incompréhensibles pour ceux qui ne sont pas initiés» (dictionnaire Petit Robert). Plus généralement, il recouvre tout ce qui concerne les «savoirs» secrets et les regroupements (plus ou moins secrets eux aussi) qui prétendent les posséder et les transmettre. Comment expliquer que JJ et d'autres camarades du CCI aient pu s'y intéresser tout en continuant de militer ? Comment se fait-il que pendant longtemps d'autres camarades qui ne partageaient pas cet intérêt n'aient rien vu de dangereux ou d'incompatible avec l'organisation ?

La réponse est simple : ce n'est pas parce qu'on s'intéresse à la religion, à son histoire comme au contenu de ses doctrines, que l'on devient pour autant religieux; tout comme ce n'est pas parce que le marxisme dédie une grande partie de ses analyses à l'économie capitaliste qu'il est pour autant une théorie de gestion capitaliste.

Contrairement à ce que laisse entendre le CCI, il n'y a jamais eu en son sein un réseau secret franc-maçon sous les auspices du grand prêtre JJ. L'intérêt pour l'ésotérisme était tout d'abord un intérêt

pour un aspect des formes de vie et d'organisation de la classe dominante. Même si le marxisme s'est très peu penché sur cet aspect de la réalité du capitalisme, c'est un fait historique qu'une partie de la classe dominante s'est toujours regroupée dans des réseaux, des clans plus ou moins secrets, souvent autour de croyances plus ou moins partagées. La franc-maçonnerie et ses multiples variantes n'en est qu'un des exemples les plus connus. Cette réalité s'est plus ouvertement manifestée au cours des années 80 avec les révélations sur la loge P2 en Italie, sur le réseau Gladio en Europe occidentale ou encore sur l'appartenance de Mitterrand ainsi qu'un grand nombre de ses proches à la franc-maçonnerie et autres regroupements tel que la Cagoule.

Cette réalité pouvait d'autant plus éveiller un intérêt au sein du CCI que l'une de ses positions caractéristiques est la dénonciation du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise comme une mascarade spectaculaire, où les partis politiques officiels ne représentent plus les vrais centres de pouvoir de la bourgeoisie.

On peut discuter sur les dangers réels de développer une vision « policière » ou « conspirative » de l'histoire à partir de cet intérêt. Mais on ne peut discuter le fait qu'il ne s'agit ni d'une adhésion, ni d'une défense de la franc-maçonnerie, mais au contraire de la dénonciation de celle-ci.

Mais, dit le CCI, cela ne s'est pas arrêté là. L'intérêt pour ces aspects de la vie des classes dominantes s'est vite accompagné de celui pour le contenu des théories ésotériques et leur histoire. C'est en cette évolution qu'aurait consisté la « grande habileté » de JJ dont parle l'« Avertissement ». L'intérêt pour cet autre aspect de l'ésotérisme est effectivement plus difficile à comprendre. D'un strict point de vue d'analyse de la lutte de classe, il n'est pas indispensable de savoir quelle était la signification des couleurs chez les alchimistes du Moyen Âge ou comment les plans de certaines villes ont pu être tracés suivant des théories ésotériques. Mais, contrairement à une certaine vision « religieuse » du marxisme qui y voit un savoir achevé et clos, le marxisme ne prétend ni tout avoir expliqué ni être exclusif à tout autre savoir. Le marxisme est essentiellement une méthode d'appréhension de la réalité en vue de sa transformation révolutionnaire. Comme telle, aucun domaine de l'activité humaine ne peut lui être interdit. Ce n'est pas par boutade que Marx disait que son dicton favori était : « Rien d'humain ne m'est étranger ».

Cet intérêt a été en partie le produit d'une mode, une tendance générale dans la société : le désarroi provoqué par l'évolution d'une société dominée par un système qui ne parvient plus à offrir une quelconque perspective pour l'humanité, la faiblesse de la lutte prolétarienne pendant les années 80 et début 90, où malgré d'importantes explosions momentanées, aucun mouvement n'atteint une ampleur suffisante pour que se dessine clairement la réalité de l'alternative révolutionnaire, tout cela a permis l'épanouissement de tendances mystiques, la multiplication de sectes ésotériques reprenant à leur compte des visions dont l'irrationalité est à la mesure du désespoir ambiant. C'est ainsi que l'on a souvent vu dans les grandes villes d'Europe occidentale se multiplier les librairies consacrées à l'ésotérisme alors que les quelques librairies vendant la presse révolutionnaire fermaient les unes après les autres. Il ne fait aucun doute, pour moi, que cette réalité sociale explique, en partie, l'intérêt qu'ont partagé certains membres du CCI pour l'ésotérisme.

Cependant, même dans les cas les plus extrêmes, jamais il ne s'est agi d'une adhésion à « l'idéologie franc-maçonne » et encore moins de la création de « réseaux francs-maçons » !

En fait de réseau, il y a une dizaine de camarades, pour l'essentiel dans une section de province en France, qui partagent cet intérêt, achètent et s'échangent des livres qu'ils commentent lorsqu'ils se rencontrent. Le qualificatif de « secret » employé par le CCI est une mystification. S'il y a eu des rencontres entre certains de ces camarades, sans la présence d'autres, elles furent occasionnelles, déterminées par les aléas de la vie militante et ne furent jamais le résultat d'une volonté systématique de dissimuler une activité particulière. Personne, autour d'eux, n'ignorait l'intérêt de ces camarades pour ces questions. JJ fut même accusé d'avoir parlé en présence d'autres camarades de franc-maçonnerie à des sympathisants. Cela illustre bien à quel point il ne s'agissait pas de quelque chose de « secret ».

Ce n'était pas la première fois que l'on voyait dans le CCI des camarades s'intéresser intensément à des domaines ayant affaire avec les religions, superstitions et autres croyances : des camarades se sont intéressés au chamanisme par exemple, ou encore à l'astrologie, sans que cela ne soulevât des accusations «d'infiltration» ou de constitution de réseaux secrets. Même si cela provoqua des discussions parfois très fortes, cela ne se traduit pas par des réactions de panique inquisitrice. C'est pourquoi, c'est pendant des années que JJ a pu développer et partager son intérêt sans que cela fut considéré comme une action destructrice de l'organisation.

Le grand argument employé par le CCI pour faire croire (et s'autoconvaincre) qu'il s'agissait de «réseaux secrets», repose sur une formulation employée par JJ s'adressant à d'autres camarades, à qui il avait procuré des livres et qui disait à quelque chose près : «ce n'est pas la peine de montrer ces livres à tout le monde». L'attitude que traduit cette remarque est condamnable dans la mesure où effectivement elle induit l'idée de cachotterie dans une organisation où la transparence quant aux réflexions et préoccupations politiques et «philosophiques» est une nécessité. JJ en a convenu lui-même. Mais faire découler de cette maladresse l'idée qu'il s'agissait d'un projet conscient de construction d'un réseau secret, ou encore pire, qu'il existait effectivement un réseau franc-maçon secret au sein de l'organisation relève de l'affabulation paranoïaque.

JJ s'en est expliqué : “je craignais qu'il arrive ce qui est effectivement arrivé”, à savoir, que l'intérêt pour les délires ésotériques millénaires fût interprété comme une adhésion à ces délires, que l'intérêt pour la vie secrète des sphères de la classe dominante fût assimilé à une adhésion à ces pratiques.

Le CCI souligne que, contrairement à JJ, les «autres militants à qui il avait réussi à transmettre sa passion pour l'ésotérisme» ont fait leur autocritique et reconnu leurs erreurs. Quelles «erreurs» ? «L'Avertissement à nos lecteurs» nous dit que contrairement à JJ ils ont fait «la critique du danger mortel de l'idéologie franc-maçonne pour les organisations révolutionnaires». Nous avons vu que JJ aussi. La question qui se pose est : ont-ils reconnu avoir constitué un «réseau secret d'adeptes de l'idéologie franc-maçonne» ? Quels qu'aient été les «mea culpa» et surtout les dénonciations de JJ auxquelles ces militants se sont livrés, quelle que fût l'idée qu'aient pu se faire ces militants du danger de leur intérêt, c'est une pure affabulation, à laquelle ils adhèrent peut-être maintenant, de dire qu'ils constituaient, ou même se préparaient à constituer, un «réseau franc-maçon» comme le laisse entendre le CCI.

Entre la réalité de camarades intéressés par certains aspects de l'ésotérisme et la pratique que représente l'existence d'un réseau secret franc-maçon, il y a une différence qualitative, une différence que le CCI n'a pu combler que par le gonflement maladif d'imaginaires en délire.

Un clan anarchiste au premier plan du CCI ?

Pendant l'affaire JJ et des soi-disant réseaux francs-maçons n'est qu'un aspect des débats qui ont marqué l'évolution du CCI au cours des dernières années. JJ était aussi «le gourou» d'un clan, qui ne se recoupe pas avec le soi-disant réseau, mais qui a été, d'après la nouvelle mythologie du CCI sur sa propre histoire, le plus dangereux, le plus nuisible de tous les clans qu'ait jamais eu à subir cette organisation. Voilà en quels termes le CCI décrit le clan : «...un clan occupant une place de premier plan dans l'organisation et qui, même s'il n'était pas un simple produit organique des faiblesses du CCI avait concentré et cristallisé un grand nombre de caractéristiques délétères qui affectaient l'organisation et dont le dénominateur commun était l'anarchisme (vision de l'organisation comme sommes d'individus, approche psychologisante et affinitaire des rapports politiques entre militants et des questions de fonctionnement, mépris ou hostilité envers les conceptions politiques marxistes en matière d'organisation).»

Quiconque connaît un tant soit peu l'histoire du CCI et des organisations à son origine ne peut qu'être stupéfait par une telle «révélation». S'il est quelque chose qui a caractérisé le groupe Révolution Internationale dans la période qui va de 1968 à 1975, date de la constitution du CCI, c'est la confrontation qu'il a menée contre toutes les tendances anarchistes ou anarcho-conseillistes qui

peuplaient le milieu politique «à gauche du trotskisme», défendant en théorie et en pratique, la nécessité d'une organisation révolutionnaire clairement définie par une plate-forme marxiste (en continuité avec la gauche communiste de l'IC), se donnant les moyens d'une intervention internationale et centralisée. La constitution du CCI lui-même fut une concrétisation de cette volonté. Celui-ci parvint à regrouper des révolutionnaires dans douze pays, suivant des statuts organisationnels conçus comme une synthèse critique des statuts des plus authentiques organisations marxistes du passé. Même si son importance numérique était minime, il parvint à assumer la régularité de douze organes de presse territoriaux (en six langues différentes) et d'une revue théorique trimestrielle publiée en trois langues, tout en assurant pour l'ensemble une même cohérence et homogénéité politique marxiste.

Tout cela aurait été fait par une organisation ou une «place de premier plan» était tenue par un clan «dont le dénominateur commun était l'anarchisme» et cela pendant plus de 20 ans ! De deux choses l'une : ou bien l'anarchisme et le «mépris ou hostilité envers les conceptions marxistes en matière d'organisation» s'avèrent être un puissant stimulant pour la construction des organisations marxistes, ou bien le CCI ne sait plus ce qu'il dit quand il parle d'«anarchisme» et de «conceptions politiques marxistes en matière d'organisation».

Ici encore, si la nouvelle analyse-révélation du CCI paraît invraisemblable c'est parce qu'elle l'est, c'est parce qu'elle constitue une tentative de réécrire sa propre histoire tout en changeant – sans le dire – une des positions politiques de base du CCI comme on le verra plus loin.

Mais poursuivons sur la notion de clan. En réalité, il n'est pas aisé de comprendre ce que le CCI appelle «clan». Au cours des débats internes le concept désigna tantôt un ensemble de camarades rassemblés pour des raisons non politiques, tantôt il fut présenté comme l'incarnation d'une tendance politique à l'idéologie bien définie.

Ainsi dans le même article cité ci-dessus, il est donné la définition suivante des clans : *«Dans une dynamique de clan, les démarches communes ne partent pas d'un réel accord politique mais de liens d'amitié, de fidélité, de la convergence d'intérêts 'personnels' spécifiques ou de frustrations partagées»*. C'est en se fondant sur cette nature «non politique» que l'ambiance du débat fut constamment marquée du sceau de la suspicion «personnelle» à l'égard des «membres du clan» qui résistaient à reconnaître tous les griefs, toutes les intentions qu'on leur prêtait. Toujours au nom de la nature non politique des clans, certains membres de celui-ci furent interdits de discuter entre eux de ces questions en dehors du cadre formel des réunions de l'organisation. Il eut été totalement impensable par exemple que plusieurs camarades accusés pussent rédiger en commun un texte pour se défendre. La même définition «non politique» des clans servit à justifier la non-invitation au 11e congrès international d'une des membres du clan les plus critiquées (et ayant pourtant rédigé plusieurs contributions au débat), ce qui permettait d'esquiver le point des statuts de l'organisation qui souligne explicitement la nécessité que les positions politiques minoritaires soient sur-représentées lors de telles réunions. Elle servit encore à qualifier de «manœuvres destinées à esquiver les questions concrètes du débat», les tentatives répétées des membres du fameux clan de poser dès le début du débat les questions théoriques générales indispensables pour traiter des comportements des individus dans une organisation révolutionnaire.

Mais à côté de cette définition de clan, qui, après tout, permet par exemple, de considérer comme «clan» tout ensemble de camarades liés par des liens affectifs ou d'amitié, le CCI caractérise son clan le plus «perfide», de façon précisément politique puisque son «dénominateur commun» est identifié : «anarchisme en matière d'organisation».

Cette définition à «géométrie variable» permet de désarmer et de paralyser les camarades incriminés en les enfermant dans une problématique sur leurs rapports personnels («amitiés», «fidélités», «frustrations»...) tout en introduisant une «nouvelle» conception du militantisme au nom de l'anti-anarchisme.

Pour le CCI, ce clan «affectif», «anarchiste», aurait en outre eu, dès le départ un projet conscient de

«prise de contrôle de l'organisation», à cette seule nuance près que la conscience de ce projet était inégale parmi les membres du clan, inégalement manipulés par le démoniaque JJ.

Dans les faits, il fallut au CCI des mois et des mois de «débats», de critiques et d'«autocritique» pour parvenir à définir les contours de ce «clan». Au départ, les principaux membres (ledit «noyau dur» composé, outre de JJ, de «vieux» militants de la première heure) refusèrent radicalement d'accepter cette idée, ne fût-ce que parce que dans les débats politiques importants qui avaient traversé pendant des années l'organisation ils avaient rarement défendu des positions communes. Mais à force d'amalgames autour de l'existence de liens d'amitié et l'existence de conceptions plus ou moins communes sur les rapports entre vie personnelle et vie militante ou entre camarades, tout le monde finit par accepter (même si souvent ce fut du bout des lèvres) l'existence d'une sorte de «clan».

Dans une atmosphère sous pression croissante, où toute autocritique, accompagnée de la reconnaissance d'appartenance au «clan», était vivement saluée par les organes centraux comme un triomphe de «l'esprit de parti» et où toute réticence à agir en ce sens était violemment condamnée comme une manifestation d'«individualisme petit-bourgeois», d'«esprit de cercle», de mépris des intérêts généraux de l'organisation au profit de son méprisable «orgueil personnel», les supposés membres du «clan» finirent par reconnaître et accepter bien plus qu'ils ne pensaient. (Nous reviendrons plus loin sur ce type de comportement).

Cependant, l'idée que ce «clan» aurait eu un projet conscient de «prise de contrôle de l'organisation», puis, plus tard qu'il aurait «agi consciemment pour la destruction de l'organisation» ne fut jamais acceptée par les principaux camarades incriminés.

En réalité, les intentions prêtées aux membres du clan n'étaient pas moins des affabulations, ou des projections, que la réalité du clan lui-même.

Mais au-delà de la question de savoir si un tel clan existait où des intentions de certains de ses membres, ce qui importe ce sont les conceptions politiques du militantisme, du fonctionnement de l'organisation au nom desquelles tout ce délire inquisitoire fut bâti et développé.

De «nouvelles» conceptions du militantisme et du milieu révolutionnaire

Ce n'est pas le moindre des paradoxes. de ce «débat» que les questions théoriques générales qui se trouvaient à la base des accusations portées contre le «clan», ne furent jamais réellement l'objet de discussions. Alors que celui-ci se voit accusé d'anarchisme, de concevoir l'organisation comme «somme d'individus», d'avoir «une approche psychologisante, affinitaire des rapports politiques entre militants et des question. de fonctionnement», d'éprouver du «mépris. de l'hostilité vis-à-vis des conceptions politiques marxistes en matière d'organisation», les questions générales telles que la nature des rapports entre membres d'une organisation révolutionnaire, le militantisme, les conceptions de Lénine sur la discipline et «l'esprit de fabrique», etc. ne furent que très superficiellement l'objet de confrontations. Il en fut ainsi pour deux raisons principales.

La première, nous l'avons déjà abordée, tenait au fait que les accusations portées contre les «membres du clan» étaient en premier lieu «personnelles» :établissement de liens d'amitié en vue de «la prise de contrôle de l'organisation», «manipulations affectives», esprit élitiste, etc. On a déjà dit comment cette qualification de «non politique» fut utilisée pour rejeter toute tentative d'aborder certaines questions théoriques générales sous prétexte qu'elles constituaient un moyen «d'esquiver» les vraies questions concrètes de comportement des «membres du clan». Pendant plus de deux ans, chaque mois, de nouvelles accusations, à chaque fois plus graves, étaient formulées sur ce plan, accusations qui déstabilisaient, paralysaient d'autant plus ceux qui en étaient l'objet qu'ils n'avaient pas le droit d'en parler (encore moins de réagir) ensemble.

La deuxième raison pour laquelle ces questions générales ne furent pas vraiment débattues tient au

fait que rapidement on eut recours à une soi-disant méthode, «historique» consistant à identifier artificiellement la situation dans le CCI avec des situations du passé du mouvement ouvrier. Cela permettait de considérer la question réglée, sur le fond, tout en se donnant l'illusion qu'on réalisait un grand travail de recherche théorique. C'est ainsi que l'on s'empessa d'identifier l'état du CCI tantôt à celui de l'AIT, la première Internationale au lendemain de la défaite de la Commune, les organes centraux du CCI étant évidemment Marx et Engels; JJ était Bakounine et «le clan» l'organisation secrète (l'Alliance démocratique) de ce dernier; tantôt au Parti Social-Démocrate de Russie lors de son deuxième congrès, les organes centraux du CCI représentant les bolcheviks et Lénine, le «clan», les mencheviks et Martov. Pour ce qui est de la nature «trouble» de JJ, on eut évidemment recours à son identification avec Malinovski, l'agent de l'Okhrana tsariste, qui réussit si bien à tromper Lénine. Pour infondées que furent ces identifications, une fois proclamées par les organes centraux, elles devinrent le modèle, le prisme à travers lequel devait être vue la réalité présente. Elles apparaissaient comme une preuve théorique des accusations portées par les organes centraux. C'est ainsi que pour «rendre compte» du débat interne dans sa presse, le CCI a beaucoup écrit sur l'AIT de 1871-72 (Bakounine) ou sur la franc-maçonnerie (développant souvent d'ailleurs des interprétations aberrantes ou des déformations des faits), mais très peu sur le vrai «fond» du débat.

On peut entrevoir ces questions cependant dans les «arguments» donnés pour expliquer la nature anarchiste du «clan». Nous nous servirons de cet aperçu pour aborder ce qui demeure le plus 'transcendant' du débat, ce qui, en fait, caractérise le «nouveau» CCI.

Le «léninisme» en matière d'organisation

Commençons par le plus important : le changement de position du CCI quant aux conceptions organisationnelles de Lénine en particulier sur la «discipline de fabrique» comme modèle pour les organisations révolutionnaires. Lorsque le CCI accuse «le clan» de «mépris ou hostilité envers les conceptions politiques marxistes en matière d'organisation», il entend par ces dernières les conceptions de Lénine. C'est ainsi qu'en octobre 1995, dans un article paru dans *Révolution internationale*, le CCI écrit : "c'est encore une fois, la façon résolue, indubitable avec laquelle le CCI a affirmé sa fidélité à l'approche organisationnelle de Lénine. (...) plus la bourgeoisie attaque l'histoire de notre classe, plus nous affirmerons fièrement notre fidélité au bolchevisme". («Attaques d'un groupe parasite contre le CCI : le CBG fait le travail de la bourgeoisie»). Cependant, le rejet de certaines conceptions de Lénine n'était pas la lubie de quelques vieux soixante-huitards attardés, comme ce fut dit, mais une position qui a caractérisé le CCI depuis ses origines.

Dans la confrontation qui oppose bolcheviks et mencheviks au début du siècle, sur les questions d'organisation, le CCI ne s'est jamais réclamé de toutes les conceptions développées par Lénine. C'est même là une des spécificités majeures du CCI et des organisations qui l'ont constitué. Lors des Conférences internationales des groupes de la Gauche communiste à la fin des années 70, cela constitua un des principaux, sinon le principal, objet de divergences entre les organisations participantes, en particulier entre le CCI et le PCInt (*Battaglia Comunista*). Le CCI s'est revendiqué du combat de Lénine contre les conceptions mencheviks dans la mesure où il constituait un combat contre l'idée d'un parti de masse aux contours flous et essentiellement orienté vers des tâches réformistes, et pour la constitution d'un parti plus compact et plus orienté vers le combat révolutionnaire du prolétariat. Mais le CCI n'en a pas moins toujours combattu une grande partie de l'argumentation de Lénine dans ce débat et les conceptions qu'il développe quant à la fonction et le fonctionnement du parti.

Sur le plan de la fonction de l'organisation révolutionnaire, le CCI rejetait la conception reprise par Lénine de Kautsky suivant laquelle celle-ci a pour fonction d'apporter de l'extérieur la conscience socialiste au prolétariat, ce dernier ne pouvant parvenir, par lui-même, qu'à une conscience «trade-unioniste».

Il rejetait les positions qui en sont les corollaires cruciaux. Il rejetait l'idée suivant laquelle, de façon générale, l'action du parti vis-à-vis de l'ensemble de la classe doit être guidée par l'objectif de se faire

reconnaître comme chef, quitte à dissimuler, s'il le faut certaines positions politiques. Lénine et les bolcheviks préconisaient par exemple que les communistes des pays occidentaux d'Europe entrent dans les syndicats, même les plus réactionnaires, afin d'en prendre le contrôle... puisque les ouvriers ne peuvent être que des moutons trade-unionistes, le seul problème réel c'est qu'ils aient de bons bergers. De même, le CCI rejetait l'idée (et la pratique) que le parti, après l'insurrection, doit exercer la dictature du prolétariat «au nom» de celui-ci. Le CCI dans son nouveau culte léniniste rappelle peu ces positions mais en tout cas ne semble pas (encore ?) être revenu dessus.

Par contre sur les questions de fonctionnement, il se fait aujourd'hui le chantre de la discipline suivant l'«esprit de fabrique» cher à Lénine, redécouvrant les vertus de son ouvrage *Un pas en avant, deux pas en arrière*. Ce faisant il prétend d'une part qu'il n'a rien changé aux positions de base du CCI et que d'autre part il n'y a aucun lien entre l'erreur de Lénine sur la conscience venue de l'extérieur et ses conceptions quant au fonctionnement.

Sur la première idée, il suffit de citer un des textes de référence du CCI sur la question d'organisation le «Rapport sur la structure et le fonctionnement de l'organisation des révolutionnaires» (*Revue internationale* n° 33, 2ème trimestre 1983) adoptée par une Conférence internationale janvier 1982) consacrée principalement aux problèmes d'organisation, disait explicitement : «certaines. Conceptions défendues par Lénine (notamment dans 'Un pas en avant, deux pas en arrière') sur le caractère hiérarchisé et 'militaire' de l'organisation, et qui ont été exploitées par le stalinisme pour justifier ses méthodes, sont à rejeter.»

Toute organisation a le droit de changer ses positions politiques même s'il s'agit de positions de base. Le CCI peut considérer aujourd'hui que cette prise de position était fautive, qu'elle n'était qu'une manifestation d'anarchisme. Mais en ce cas il faut le dire et le reconnaître clairement. Autrement elle ment, aux autres et à elle-même. Elle se bâtit sur le mensonge.

Quant à la deuxième idée suivant laquelle il n'y aurait pas de cohérence entre la conception de Lénine sur le parti apportant la conscience de l'extérieur et ses conceptions sur le fonctionnement, c'est encore «oublier» que le CCI rejette la vision globale de Lénine du révolutionnaire prolétarien assimilé au jacobin de la révolution bourgeoise française. Il y a un lien entre la vision des prolétaires incapables de parvenir par eux-mêmes aux idées socialistes et les conceptions d'une organisation régie par la même discipline qui règne dans les usines, c'est-à-dire un lieu où les prolétaires ne peuvent que se soumettre aux ordres des chefs, seuls «porteurs de la conscience». Même s'il est vrai que Lénine défendra des positions différentes à certaines occasions, en particulier dans les moments de plus grande activité révolutionnaire comme en 1917, il y a une véritable continuité et cohérence entre les conceptions de 1903 et des actions comme l'interdiction des fractions au sein du parti bolchevik ou l'écrasement des ouvriers insurgés à Kronstadt. De même que le parti, seul conscient, peut exercer le pouvoir sur la classe ouvrière y compris jusqu'à en soumettre des fractions à la répression physique, de même, au sein du parti, les organes centraux (seuls véritables représentants de la conscience communiste) peuvent interdire toute tentative de s'organiser pour exprimer une idée divergente.

C'est toute cette façon de concevoir la fonction et le fonctionnement des organisations révolutionnaires, restée dans l'histoire comme la conception bolchevique, que le CCI a rejeté dès sa constitution. C'est cette conception que le «nouveau» CCI considère aujourd'hui (à part quelques réserves, dont on parle de moins en moins) comme les véritables «conceptions politiques marxistes en matière d'organisation».

Non, il n'y avait pas dans le CCI un «clan» qui infestait toute l'organisation de son «anarchisme». Il y a aujourd'hui un abandon par le CCI d'une de ses positions de base au profit d'une conception «léniniste» mieux adaptée à l'esprit de secte.

Cette redécouverte des conceptions de Lénine est allée de pair avec la mise en avant d'une série d'insistances qui dessinent les contours d'une conception militaire, monacale du militantisme. Cela n'est pas aisément perceptible dans le peu d'écrits du CCI sur le contenu des débats internes. Mais

c'est ce qui fut distillé, même si souvent plus de façon implicite qu'explicite, tout au long du débat interne, au nom du combat contre «l'esprit de cercle». C'est ce qui se trouve derrière les critiques formulées à l'égard du clan.

Derrière l'attaque contre une soi-disant «vision de l'organisation comme sommes d'individus» ce qui est développé c'est l'insistance sur la primauté de l'organisation contre tout individu la composant et la glorification du sacrifice de chacun au profit du collectif : au cours du débat certains des membres les plus en pointe dans le combat pour «l'esprit de parti» en arrivaient à considérer comme douteuse l'idée même de «joie de militer». Derrière l'attaque contre la soi-disant «approche psychologisante et affinitaire des rapports politiques entre militants et des questions de fonctionnement» du «clan» ce qui était préconisé c'est le rejet de la prise en considération des différences qui caractérisent les individus d'une organisation sur le plan psychologique ou affinitaire : toute prise en compte de différences individuelles entre membres est non politique («élitiste») et donc anti-organisationnelle; les rapports entre militants doivent être exclusivement «politiques», les rapports affectifs, affinitaires étant dangereux. On en arriva ainsi à déconseiller, parfois à bannir, les discussions politiques informelles, en dehors du cadre des réunions politiques ou encore à condamner l'idée que des rapports d'amitié peuvent favoriser le militantisme et le fonctionnement de l'organisation.

C'est une banalité de dire qu'une organisation, toute organisation humaine est autre chose qu'une simple somme, juxtaposition des individus qui la composent. Mais, en lui-même, ce principe est tout aussi valable pour une organisation militaire ou religieuse que pour une organisation communiste révolutionnaire. Ce qui distingue cette dernière, c'est justement le fait que les individus membres ne sont pas des objets soumis, ni de gré ni de force aux impératifs du collectif, mais des constructeurs consciemment actifs de ce collectif.

L'organisation militaire repose sur l'inconscience et l'obéissance aveugle aux sommets hiérarchiques de la grande majorité de ses membres; l'organisation communiste ne peut au contraire reposer que sur la conscience critique et responsable de la totalité de ses militants individuels. C'est pourquoi face à l'insistance militaire sur l'insignifiance de l'individu par rapport au collectif il faut opposer le dépassement de la contradiction entre collectif et individu. Même si cette dernière démarche trouve des limites dans les caractéristiques de la société qu'elle combat, elle est la seule qui se situe véritablement dans le sens de l'avenir, dans le sens d'une révolution sociale dont la caractéristique première est d'être pour la première fois dans l'histoire, une œuvre consciemment collective.

Dans toutes les sociétés d'exploitation, la soumission des individus exploités aux impératifs de la classe dominante a toujours été justifiée au nom de l'intérêt «général», identifié évidemment au bon fonctionnement du mode de production dominant. Marx consacra des pages entières à la dénonciation de cette tromperie en particulier dans ses polémiques contre Hegel. La société communiste est la première où la contradiction entre intérêt collectif et intérêt individuel commencera à être dépassé, la première où «l'épanouissement de chacun sera la condition de l'épanouissement de tous».

Une organisation communiste n'est pas un «coin de communisme», mais les conceptions présidant à son fonctionnement ne peuvent être en totale contradiction avec le but final poursuivi. Une organisation qui se contente et se cantonne au seul principe de la prédominance du collectif sur l'individuel ne fait qu'établir les bases d'un fonctionnement militariste ou monacal. C'est ce qui s'est produit dans le CCI.

C'est ainsi que tout au long du «débat» interne, l'argument le plus employé contre ceux, qui, d'une façon ou d'une autre, étaient minoritaires, était qu'ils avaient un comportement individualiste, qu'ils n'agissaient pas en fonction des intérêts collectifs de l'organisation mais uniquement en fonction de la défense de leur propre individualité, ou encore de la défense de leurs amitiés, de leurs proches. «Comment un individu pourrait prétendre avoir raison alors que son avis est rejeté par la quasi-totalité de l'organisation ?» Corollairement chaque prise de position en faveur des thèses des organes centraux était saluée comme expression d'un bon «esprit de parti», de la capacité de mettre

les intérêts du collectif organisationnel au-dessus de ses mesquins intérêts personnels.

Dans une telle atmosphère, qui prit vite des aspects inquisiteurs, plus d'un camarade fut amené à voter des résolutions, des rapports dont il ne partageait pas vraiment tout le contenu, à minimiser ses désaccords, ses réserves, afin de s'inscrire dans une démarche plus «collective». Je le fis moi-même, malheureusement à de trop nombreuses occasions, (j'ai ainsi voté l'exclusion de JJ, suite à trois jours de congrès, alors que les accusations contre lui n'en étaient qu'à s'interroger sur sa nature d'«aventurier». Je n'ai jamais accepté cette dernière idée. Mon vote, que j'ai récusé par la suite, exprimait essentiellement une critique du fait qu'il avait en démissionnant de l'organisation, abandonné le combat que je pensais devait y être mené).

Il est vrai que les organes centraux stigmatisaient surtout dans certains cas, «les votes du bout des lèvres». Mais ce n'était en général que pour mieux dénoncer ceux qui n'adhéraient pas totalement, intégralement aux thèses officielles. Le combat «contre les doutes et les hésitants» prenait toujours la forme de la dénonciation des hésitations de ceux qui osaient mettre en balance «leur vérité individuelle» avec celle du collectif, avec celle de ceux qui véritablement «se portaient à l'avant de la défense de l'organisation». Dans la même optique, contre des camarades qui étaient conduits à défendre un autre camarade, contre des accusations individuelles formulées par les organes centraux, il ne manquait jamais la dénonciation de ces «comportements affectifs».

Lorsque le CCI prétend dénoncer chez le «clan» une conception «affinitaire des rapports politiques entre militants», il ne traduit en fait qu'une conception du militantisme où l'existence d'«affinités» entre militants est conçue comme un danger, sinon un mal. C'est dans cette logique que l'existence de liens d'amitié fut interprétée quasi systématiquement comme la preuve d'appartenance à des clans et la recherche de tels liens, comme une volonté d'élargissement de son clan et donc une volonté de «pouvoir».

Il va de soi qu'une organisation révolutionnaire ne peut pas être un simple club d'amitié et que les rapports entre militants ne peuvent pas reposer sur de simples «affinités» personnelles. La confiance mutuelle indispensable à son efficacité ne peut reposer, en dernière instance, que sur la base d'un accord réel avec une plate-forme politique et des statuts de fonctionnement. Mais ce n'est pas pour autant que les liens d'amitié, les affinités individuelles y sont à proscrire ou même à considérer avec méfiance, comme un danger. Contrairement à l'esprit des moines-soldats pour qui l'individu ne doit se concevoir que comme un instrument dont la seule âme est celle de la cause qu'il défend, à l'exclusion de tout sentiment affectif personnel qui ne pourrait que souiller la pureté de son dévouement, l'esprit du révolutionnaire communiste se caractérise par la recherche de l'unité la plus complète de son être; une unité qui ne nie pas l'affectivité ou les affinités, mais s'efforce de les intégrer dans un comportement le plus cohérent possible.

Paradoxalement, la caricature d'«esprit de parti» développée par le CCI retrouve celui préconisé par le catéchisme anarchiste de Bakounine sur cette question : *«Le révolutionnaire est un homme dévoué, il n'a pas d'intérêts personnels, ni affaires, ni sentiments, ni penchants, ni propriété, ni même un nom. Pour lui tout est absorbé par un intérêt exclusif par une seule pensée, une seule passion : la révolution (...) Rigide envers lui-même, il doit aussi l'être envers les autres. Tous les sentiments affectifs, les sentiments de parenté, d'amitié, d'amour, de reconnaissance doivent chez lui être éteints par la seule et froide passion de œuvre révolutionnaire.»* (Cité in : "Anarchisti e Marxisti", Edizioni Riuniti 1988).

Le révolutionnaire prolétarien n'est pas un esprit pur qui chercherait – tel le membre d'une secte ésotérique – à se dépouiller de sa «carapace humaine», mais un être humain qui porte à ses dernières conséquences la lutte pour être justement un être humain entier, complet cohérent.

Le problème dans le CCI n'était pas l'existence d'approches «psychologisantes, affinitaires» du militantisme mais le développement puis le triomphe d'une conception qui réussit à emprunter ce qu'il y a de pire chez les bolcheviks et chez les anarchistes pour modeler un militantisme de secte.

L'analyse du parasitisme

La deuxième «innovation» importante apportée par les récents débats du CCI concerne sa vision du milieu révolutionnaire. Il y a deux dimensions dans le comportement de type sectaire : l'une intérieure est caractérisée par l'abnégation des individus et de leur personnalité aux autorités supérieures internes, avec une discipline «librement consentie» mais inconditionnelle; l'autre extérieure consiste en une coupure, une séparation d'avec le monde réel, celui-là n'étant perçu qu'au travers les lentilles déformantes d'un égocentrisme malade, paranoïaque. (Dans son origine étymologique latine, le mot de secte se réfère à *sequi*, suivre, et à *sectum, secare*, couper). Si l'évolution du CCI dans sa compréhension de «l'esprit de parti» illustre la première dimension ses nouvelles théories sur le «parasitisme» illustrent la seconde.

La meilleure façon de mettre en évidence le caractère délirant de la position à laquelle est parvenu le CCI vis-à-vis du milieu politique révolutionnaire, est certainement de comparer celle-ci avec ce que fut l'attitude des groupes qui allaient constituer le CCI, puis du CCI lui-même, à la fin des années 60 et au cours des années 70. Le noyau qui, à la suite du petit groupe Internacionalismo constitué au Venezuela en 1964, forme Révolution Internationale en France en 1968, se caractérise par une attitude ouverte, cherchant à combattre l'état d'éparpillement et d'ignorance mutuelle des différents groupes qui d'une façon ou d'une autre reprennent les positions de la gauche communiste. C'est ainsi qu'en juin 1968 il s'efforce de mettre autour d'une même table des groupes aussi différents que l'Internationale situationniste et le FOR (Fomento Obrero Revolucionario avec G. Munis) ainsi que des individus isolés. Il se heurte à une incompréhension quasi générale. Le PCI bordiguiste en France avait déjà avant 68 refusé d'établir quelque contact que ce soit avec le groupe d'Internacionalismo car lui, «le Parti», donc «le seul», ne pouvait reconnaître l'existence d'autres organisations révolutionnaires en dehors de lui. Dans le même souci, RI participe jusqu'en 1971 aux rencontres du groupe ICO (communiste de conseils), aussi bien dans le sud de la France qu'à Paris ou à la conférence internationale de 1969 à Bruxelles où, à côté de groupes anarchistes, participent des individus aussi divers que Daniel Cohn-Bendit ou Paul Mattick.

Le renforcement numérique de RI, tout comme la constitution du CCI en 1975, sont le résultat d'innombrables contacts, en France et internationalement avec des individus isolés mais aussi avec de petits groupes ou cercles, souvent en rupture avec d'autres groupes, parfois du milieu prolétarien lui-même. Ces contacts étaient pris et développés parce qu'il y avait la conviction profonde que, quelles que soient les confusions et différences, il s'agissait d'expressions d'un effort général de la classe révolutionnaire pour parvenir à une conscience des buts et des moyens de sa lutte historique.

Les premiers congrès du CCI se tiennent de façon ouverte, des délégations d'autres groupes du milieu politique prolétarien y participent.

Enfin de 1977 à 1980, le CCI joue un rôle moteur avec le PCInt (*Battaglia Comunista*) dans la convocation et la tenue des Conférences internationales des groupes de la Gauche communiste auxquelles seront même invités des groupes provenant des scissions du CCI : le GCI et le PIC. On peut affirmer que dans une grande mesure, il revient au CCI d'avoir fait accepter et vivre le concept même de «milieu politique prolétarien».

Que reste-t-il aujourd'hui de cet esprit ? Une grotesque caricature égocentrique et paranoïaque. Le milieu politique prolétarien se réduirait essentiellement au CCI, évidemment plus les deux ou trois «Parti communiste international» bordiguistes, plus le BIPR dont une des composantes majeures, la CWO, est déjà considérée comme «gangrenée par le parasitisme». En dehors de ce noyau, il n'y aurait qu'une marée de «parasites» du CCI considérés ne pas appartenir au milieu prolétarien. Tous les groupes provenant de scissions du CCI, quelles que soient leurs positions et comportements politiques présents, sont aussi des «parasites».

Dans le même esprit et dans sa frénésie pour réécrire l'histoire de son organisation, le CCI est parvenu à la conclusion que toutes les scissions qu'il a connues par le passé ne correspondaient pas à des divergences politiques : «nous affirmons la base anti-organisationnelle petite-bourgeoise des

différentes ruptures qui ont eu lieu dans l'histoire du CCI et qui n'étaient ni motivées ni justifiées par les divergences politiques”.

Quiconque relirait la presse du CCI à l'époque des différentes ruptures verrait pourtant qu'elles furent pratiquement toujours accompagnées de débats politiques importants : nature révolutionnaire des luttes revendicatives du prolétariat lors du départ de ce qui fut appelé la tendance «ex-LO»; nature non prolétarienne de l'État de la période de transition et rejet de la terreur rouge, lors de la rupture avec le futur GCI; analyse du conseillisme comme principal danger pour le prolétariat et nature du «centrisme» dans le mouvement ouvrier, lors de la rupture de la future FECCI, etc.

À une autre époque, le CCI aurait peut-être dit que les divergences politiques existantes étaient insuffisantes pour justifier une rupture. Ici il s'agit de nier les divergences, d'anéantir ceux qui critiquent le CCI. Comme toute secte, le CCI réserve ses pires attaques contre les éléments qui l'ont quitté. Dans certaines sectes, les abandons sont sanctionnés de mort. Le CCI n'en n'est pas là, du moins en termes physiques. Spirituellement cependant, il ne tient pas un autre discours lorsqu'il considère que ceux qui l'ont quitté lors des derniers débats ont procédé à un «suicide politique». Le CCI laisse transparaître sa véritable nouvelle conception du milieu révolutionnaire lorsqu'il déclare à ses militant qu'en dehors de lui il n'y a que mort et «parasitisme».

La quasi-totalité des groupes et individus qui défendent les positions de la gauche communiste ne le font d'après le CCI, que pour s'en servir de «cache sexe» afin de mieux jouer leur rôle de «fer de lance» de la bourgeoisie contre le milieu prolétarien.

«... les groupes parasites, de même que le parasitisme inorganisé, ne sont pas une expression d'un effort de prise de conscience de la classe mais, au contraire, une tentative de faire avorter cet effort. Leur seule raison d'exister consiste en effet à jeter le discrédit sur les groupes du milieu politique prolétarien (et notamment le principal courant de la gauche communiste, le CCI) par toutes sortes d'attaques et de calomnies...» (Révolution internationale n° 259-260, septembre 96, «Défense du milieu révolutionnaire. En discréditant les organisations révolutionnaires, le parasitisme fait le jeu de l'État bourgeois»).

En fait le CCI se vit au centre, objet d'un complot qui se trame dans l'ombre, tout autour de lui et dont les plus pernecieux ne sont autres que ses anciens membres :

«mais le parasitisme ne se limite plus à de tels groupes. Il est véhiculé par des éléments inorganisés ou qui se retrouvent de temps à autre dans des cercles de discussion éphémères, dont la préoccupation principale consiste à faire circuler toutes sortes de commérages à propos de notre organisation (...) dans tous les cas il s'agit d'éléments dont la frustration résultant de leur propre manque de courage, de leur veulerie et de leur impuissance s'est convertie en une hostilité systématique envers l'organisation.» (Revue Internationale n° 82, 3ème trimestre 1995, «Le combat pour la défense et la construction de l'organisation»).

Le CCI prétend cacher, ou se cacher, la destruction qu'il a faite du concept même de milieu politique prolétarien en adressant des appels pour que celui-ci se défende... contre les parasites qui «font le travail de la bourgeoisie». En fait, il ne s'agit que de tenter de diviser et semer la suspicion dans ce milieu. Ainsi le CCI, après avoir proclamé que des «individus» peuvent être plus facilement manipulés par l'État dit qu'il y a un agent dans ce milieu, sans autre précision, laissant le flou le plus total dans l'espoir probablement d'y semer la méfiance généralisée.

Le concept de «parasitisme» était déjà faux lorsque le CCI l'employait pour combattre l'éparpillement des organisations révolutionnaires. Le terme de parasite désigne un organisme qui ne peut vivre qu'aux dépens d'un autre dont il se nourrit exclusivement.

Même si l'on estimait que les différences de positions d'une organisation avec le CCI n'étaient pas suffisamment importantes pour justifier une existence séparée, il était faux de considérer qu'en conséquence une telle organisation ne pouvait vivre qu'en se nourrissant du CCI. C'était déjà une

vision égocentrique. Ce n'est pas par hasard si le CCI ne s'est jamais préoccupé d'identifier les parasites d'une autre organisation qu'elle-même. Aujourd'hui, ce concept dans la bouche du CCI, désigne tout simplement quiconque critique le CCI... car il « discrédite la principale organisation de la gauche communiste ».

En réalité c'est le CCI qui discrédite et ridiculise le milieu révolutionnaire par sa propre évolution et son propre comportement paranoïaque.

La paranoïa du CCI

Pour conclure cette partie sur les nouvelles conceptions du CCI, il n'est pas inutile de dire quelques mots sur ce qualificatif de « paranoïaque » qu'avec tant de méthode le CCI est parvenu à se faire conférer par tous ceux qui ont eu affaire à lui, ou à sa presse, dans les derniers temps et qui ne sont pas tombés dans sa vision malade.

Lorsque le CCI s'entend taxer de « secte paranoïaque », il n'a qu'un réflexe particulièrement significatif : il s'agit d'une manifestation du complot dont il est l'objet et probablement même de l'action de l'individu franc-maçon JJ.

Ainsi rendant compte d'une réunion publique à Bruxelles, le CCI note (RI, septembre 96) : « Les mêmes termes utilisés par PI et MC (Perspective Internationaliste et Mouvement Communiste) sont, curieusement, les mêmes que ceux utilisés par les 'amis' de l'individu JJ. »

Il est tout naturel qu'un paranoïaque ne puisse reconnaître son état et qu'il ne voit dans une telle critique que le fruit d'un complot. Pourtant si le même terme revient dans la bouche de ceux qui prennent connaissance de l'évolution du CCI, ce n'est pas parce qu'ils se sont passés le mot « dans l'ombre », ou parce qu'ils ont été victimes d'un lavage de cerveau de la part du diable JJ, mais parce que le comportement du CCI est une caricature de la paranoïa, même dans sa définition la plus élémentaire.

« Paranoïa, (du grec *paranoia*, trouble de la raison, délire chronique altérant principalement le jugement et la raison (...)) À la suite de Kraepelin, le terme de paranoïa a pris une signification précise. Parmi les personnalités psychopathiques, on décrit la constitution paranoïaque, qui compte quatre traits essentiels : 1° l'hypertrophie du « moi » avec surestimation démesurée (orgueil); 2° la méfiance avec susceptibilité exagérée, favorisant l'installation d'idées de persécution; 3° la fausseté du jugement, qui se limite aux opinions du malade, qui n'hésite pas à user d'arguments absurdes pour les renforcer; 4° enfin l'inadaptabilité sociale, qui rend ces sujets très dangereux. » (Larousse encyclopédique)

Pour ce qui est de « l'hypertrophie du 'moi' avec surestimation démesurée », il suffit de citer le début de l'article du CCI rendant compte de son 11^e congrès, celui où le CCI conclut son débat interne sur le fonctionnement :

« Pendant plusieurs jours, les délégations venues de douze pays représentant plus d'un milliard et demi d'habitants surtout les plus grandes concentrations prolétariennes du monde (Europe occidentale et Amérique du nord) ont débattu, tiré des enseignements, tracé des orientations sur les questions essentielles auxquelles est confrontée notre organisation. » (Révolution Internationale n° 241, mai 1995 « 11^e congrès du CCI; le combat pour la défense et construction de l'organisation »). S'il y avait eu un membre de l'organisation à Hong Kong le CCI aurait probablement doublé le chiffre du nombre d'habitants qu'il représente. C'est la même « hypertrophie du moi » qui s'exprime dans sa vision de victime centrale de tous les « parasites » et groupes « parasites ».

Pour ce qui est de la « méfiance, avec susceptibilité exagérée » et « l'idée de persécution », n'importe quel texte du CCI, sur les attaques dont il se sent l'objet depuis un certain temps, est plus qu'éloquent. Particulièrement significatifs sont deux exemples d'« agressions » dont il aurait été victime, récemment, de la part de parasites et qu'il présente comme des agressions caractérisées gravissimes. On croirait même qu'il s'agit d'agressions physiques violentes. Dans le premier cas, il

s'est agi d'une ancienne membre qui, ayant rencontré des militants du CCI qui vendaient la presse au cours d'une manifestation à Paris, a dit à l'un d'eux, ancien ami personnel à elle : «Qu'est-ce-que vous racontez encore comme connerie ?»; le second concerne l'attitude d'indifférence méprisante manifestée, lors d'une réunion publique organisée par le CCI à Manchester, par un membre du groupe «Subversion», le seul outre deux membres de la CWO, qui aient assisté à cette réunion. Ce n'est pas que la peau des membres de «la principale organisation» soit devenue particulièrement sensible, le CCI avait été habitué à des polémiques beaucoup plus violentes par le passé, c'est tout simplement de la «susceptibilité exagérée favorisant l'installation d'idées de persécution».

Pour ce qui est du troisième trait de la paranoïa, « la fausseté du jugement qui se limite aux opinions du malade», l'affaire JJ ou les interprétations sur les intentions du «clan anarchiste» en sont une criante illustration tout comme l'invention des «réseaux secrets francs-maçons». C'est des arguments absurdes» pour renforcer «les opinions du malade».

Enfin, quant à «l'inadaptabilité sociale, qui rend ces sujets très dangereux», il est peut-être trop tôt pour prendre toute la mesure des conséquences de cet état du CCI. Mais, dès à présent il est clair que la vision du CCI d'un monde tissé de complots et de manipulations l'empêche d'avoir un rapport «sensé» à la réalité, et tout d'abord à la sienne propre immédiate. En réécrivant sa propre histoire pour y découvrir l'œuvre destructrice d'un complot ourdi depuis vingt ans par un franc-maçon et un clan manipulé et manipulateur; en considérant qu'en dehors de lui, il n'y a parmi ceux qui défendent des positions de la gauche communiste, à quelques exceptions près, que des parasites qui agissent en réseau et «dans l'ombre» contre lui, eux aussi manipulés par la police et manipulateurs, le CCI ne peut que véhiculer une vision délirante qui est tout aussi dangereuse pour lui, que pour ses membres et pour le véritable milieu révolutionnaire.

Mais ce n'est pas qu'au niveau de sa réalité la plus immédiate que le CCI voit tout en termes de complots et manipulations. Il en est de même au niveau plus large de la lutte de classes. Il est vrai que l'appareil politique de la bourgeoisie, dont les syndicats sont un rouage primordial, a recours en permanence à la manipulation, sous toutes ses formes, de la population en général et du prolétariat en particulier. Cependant, le CCI ne voit que cela. Ses analyses des luttes ouvrières ne sont de plus en plus que des analyses des complots et manipulations de la bourgeoisie. Le prolétariat n'y apparaît, quand il apparaît, que comme objet des manipulations de la toute puissante classe dominante. Ce n'est plus lui qui est le sujet de l'histoire de notre temps.

Le CCI pourra peut-être dire qu'il s'agit d'une définition de la paranoïa chez un individu alors que le CCI est un collectif. Ce qui est vrai. Cependant, cela ne change rien à l'identification des symptômes. Sans vouloir entrer dans ce que peuvent être les spécificités de la paranoïa collective par rapport à la paranoïa individuelle, il est utile de répondre ici à un argument qui me fut opposé la première fois que, entendant un rapport de la «commission d'information», j'ai parlé de délire. Il me fut dit à quelques mots près : «On peut concevoir qu'un militant individuellement en arrive à délirer; mais c'est impossible que toute une organisation, à l'exception d'une infime minorité, puisse délirer». L'expérience historique, et en particulier celle de notre époque emplies de sectes et de suicides collectifs, est prolifique en exemples de délires collectifs. Lorsqu'un individu délire, s'il n'est pas tout seul, s'il a la chance de trouver quelqu'un qui le fasse voir par des spécialistes, peut retrouver, du moins momentanément la raison. Un collectif, où chaque membre est convaincu d'appartenir à un corps qui possède une conscience que le reste de l'humanité ne possède pas, a beaucoup moins de chances d'échapper au piège de son propre délire, chaque membre servant de barrière aux autres. Et plus la discipline, «librement consentie», d'usine, de fabrique ou autre bague, y règne, plus le mur qui coupe ses membres de la réalité qui leur permettait de percevoir leur propre délire, se fait compact et infranchissable.

Comment le CCI en est arrivé là ? La dégénérescence du CCI

À force d'entendre parler de «dégénérescence» à son propos, le CCI a trouvé un étrange argument

pour tenter de démentir une telle éventualité : « (...) *il faut être particulièrement ignorant de l'histoire du stalinisme (ou vouloir délibérément semer le trouble et la confusion) pour affirmer qu'il peut y avoir une dégénérescence interne des organisations révolutionnaires sans recul et abandon des positions de classe.* » (RI, septembre 96). Cela mérite plusieurs remarques qui permettront de faire le point sur le degré d'avancement de la dégénérescence du CCI.

Le CCI semble ne pas se rendre compte qu'il est en train de dire que le fait de maintenir une plate-forme politique de classe constitue une preuve de non-dégénérescence d'une organisation, alors que dans le même article il affirme que :

«Prétendre que des groupes parasites appartiennent au camp prolétarien sous prétexte qu'ils défendent dans leur plate-forme des positions de classe relève au mieux d'une absence totale de lucidité, au pire de l'imbécillité la plus crasse. Leur plate-forme n'est que la feuille de vigne derrière laquelle ils masquent leur appartenance à la petite-bourgeoisie révoltée».

En réalité il y a inévitablement un lien entre le fonctionnement interne d'une organisation politique et les positions politiques générales qu'elle défend. Mais l'histoire montre que ce lien n'est ni immédiat ni mécanique.

Le CCI n'envisage comme exemple de dégénérescence que le cas du parti bolchevik devenu stalinien. Mais c'est un cas déjà poussé à ses dernières limites. La dégénérescence est un processus, une dynamique qui désigne essentiellement le fait d'évoluer dans un sens négatif, de perdre ses qualités originelles. Ce processus peut être plus ou moins rapide, aller plus ou moins loin, se faire dans des domaines particuliers, spécifiques, avant de devenir généralisé. Le parti bolchevik n'est pas devenu stalinien en un jour; le processus qui a conduit un des partis les plus avancés dans la lutte prolétarienne contre la guerre impérialiste et un des principaux protagonistes de la révolution d'octobre à devenir le champion du nationalisme le plus extrême et le cœur de la pire contre-révolution de l'histoire, a pris des années. Sa dégénérescence n'en commence pas moins à quelques mois de «la prise de pouvoir», de son identification avec l'appareil étatique surgi d'octobre, prenant appui sur ses graves faiblesses antérieures.

Pour ce qui est du changement de ses positions politiques de classe, elles ne furent officiellement abandonnées que longtemps après avoir été démenties dans la pratique du parti. L'abandon officiel de l'internationalisme au profit de la théorie du «socialisme en un seul pays» se fait cinq ans (et quels cinq ans !) après la signature du traité de Rapallo par le gouvernement bolchevik et le gouvernement allemand et la transformation de la politique de l'État soviétique en une politique de défense nationale.

Le CCI n'est pas le parti bolchevik et – les dieux en soient loués – il ne dispose d'aucun pouvoir direct en dehors de celui sur ses propres membres. Mais il aurait tort d'attendre d'avoir atteint le stade du stalinisme avancé pour se poser la question de sa dégénérescence.

Dans les faits, le CCI a déjà reculé sur des positions de base de sa plate-forme politique, même si cela s'est fait sans le reconnaître et se servant d'insuffisances ou d'ambiguïté préexistantes. Il en est ainsi de sa conception du militantisme/fonctionnement qu'il a fait évoluer dans un sens «léniniste», comme de sa conception du milieu politique prolétarien infesté par l'action des «parasites». Deux questions qui, si elles ne font pas l'objet d'une formulation explicite dans la plate-forme, ont constitué, comme on l'a montré précédemment, des dimensions essentielles de la spécificité historique du CCI.

Quant à son «fonctionnement interne», il est difficile de caractériser politiquement une dégénérescence qui est en grande partie déterminée par la perte de perception rationnelle de sa propre réalité et de celle qui l'entoure. Cependant un certain nombre de caractéristiques de ce qu'a été la pratique organisationnelle du CCI, en particulier au cours des dernières années de débat, appartiennent aux conceptions et pratiques de sectes, voire au stalinisme : vision du militant comme un être décharné qui doit se méfier de ses rapports affectifs au sein de l'organisation et dont la

principale qualité est l'abnégation de son individualité (inévitablement petite-bourgeoise, «bohème») au profit de l'intérêt et de la défense de l'organisation; culte de la «discipline d'usine», et méfiance omniprésente à l'égard de toute divergence minoritaire, vécue toujours comme mesquine volonté d'affirmer son individualité et comme preuve de méfiance à l'égard des organes centraux; culte des organes centraux; de leur autorité et de leur pouvoir comme représentants permanents du collectif.

Un seul fait pourrait résumer en grande partie cet état d'esprit : au cours du dernier débat interne, des membres «accusés» ont demandé à plusieurs reprises la publication de parties de procès-verbaux de réunions d'organes centraux auxquelles ils avaient participé (et ne traitant pas de questions de «sécurité») afin de prouver la non-validité des accusations dont ils étaient l'objet. À cela il fut répondu qu'il s'agissait d'une inadmissible marque de méfiance envers les organes centraux, sans que personne n'y trouve à redire, ou plutôt, avec les applaudissements de l'ensemble. Cette transparence à sens unique, où plus on est près du centre et plus on a le droit au secret sur sa propre activité, est aussi significative du nouvel état d'esprit hiérarchique du CCI. Un esprit de secte militairement renfermée sur elle-même.

Il faut ajouter à cela l'ambiance due à un esprit paranoïaque où le procès d'intention fait office de méthode de pensée et où le choix laissé aux militants qui quittent est d'être considérés comme «cadavre» ou comme «parasite».

L'évolution récente du CCI trouve inévitablement une part d'explication dans les faiblesses qui y préexistaient, certaines depuis sa constitution. Cependant si l'on compare l'"esprit de parti» qui préside aujourd'hui à son existence avec ce qu'était l'état d'esprit de cette organisation, en particulier pendant sa phase de plus grand développement (années 70), le seul constat qui peut être fait est celui d'une réelle chute dans la dégénérescence.

Quelques facteurs de la dégénérescence du CCI

Dans la partie «De l'esprit de forteresse assiégée à l'esprit de secte» de cette prise de position, on a mis en avant la situation historique engendrée par l'effondrement du bloc de l'Est et les difficultés qui en découlèrent pour les organisations révolutionnaires. Nous avons décrit rapidement quelques étapes d'un processus de renfermement paranoïaque du CCI sur lui-même. Cependant, il reste à tenter de déterminer qu'est-ce qui dans la réalité du CCI du début des années 90 favorisait ce processus, voire exprimait le fait que ce dernier état déjà en marche, Pour tenter de répondre à ces questions il nous faut distinguer deux dimensions. La première concerne un facteur circonstanciel : la perception qu'a eue le CCI de la situation de la lutte de classe au cours des années 80, qui devaient être selon lui les années décisives, «les années de vérité». La deuxième concerne des questions plus générales, des difficultés communes à toutes les organisations révolutionnaires et auxquelles le CCI a succombé.

L'analyse de la période, «les années de vérité»

À la fin des années 70, les luttes ouvrières connaissent un puissant développement en particulier dans la plupart des pays européens. Il se conclut avec le mouvement des ouvriers en Pologne (1980-81), un des plus importants depuis la vague révolutionnaire de 1917-23. Dès 1979, le CCI, qui dans la mesure de ses forces intervient dans ces luttes, annonce que la décennie à venir sera celle des «années de vérité». Quoi qu'en dise aujourd'hui le CCI, même si cela ne voulait pas dire explicitement «les années de la révolution», la formule impliquait clairement qu'au cours des années 80 la vérité sur, au moins, le fait que la révolution est possible, apparaîtrait clairement.

Le schéma est simple : la crise économique continuera de s'aggraver; les conditions de vie de la

classe ouvrière, la classe révolutionnaire, continueront de se dégrader; cela poussera cette dernière à répondre de plus en plus massivement et internationalement; cette réponse permettra que se révèle, dans la décennie qui s'ouvre, clairement aux yeux de tous, cette vérité que face à l'effondrement du système dominant le prolétariat a les moyens et la volonté d'ouvrir une perspective révolutionnaire. Malheureusement, les choses ne furent pas aussi simples. Sur le plan économique, les années 80 commencent bien avec une récession d'une ampleur sans précédent. Et les politiques du nouveau «libéralisme» qui permirent de la surmonter se sont bien concrétisées dans une détérioration sans précédent des conditions de vie des travailleurs. Mais, la plus grave des attaques subies par le prolétariat, le chômage massif et chronique, devait s'avérer un extraordinaire moyen de répression, de chantage aux mains de la classe dominante. Malgré les explosions de luttes que provoquent les fermetures de secteurs entiers de l'économie, l'ensemble des travailleurs vit terrorisé par l'idée de perdre son emploi ou de ne pas en trouver. Si la lutte contre le chômage est source de solidarité, la vie quotidienne sous la menace du chômage est source de division, de concurrence, d'atomisation et de désespoir parmi les prolétaires. Et cela marque de tout son poids la lutte ouvrière, plus particulièrement depuis le début des années 80. À partir de 1983, lorsque le CCI parvient à la conclusion, suite aux luttes des ouvriers belges, qu'une nouvelle vague de luttes internationales a commencé, le CCI va défendre, généralement en divergence avec la plupart des autres groupes du milieu révolutionnaire, une vision particulièrement optimiste de la lutte de classe. Même lorsque les premiers doutes sur une surestimation des luttes se font sentir au sein de l'organisation, en particulier dans les dernières années de la décennie, ils sont rapidement rejetés.

L'effondrement du bloc de l'Est et l'effet paralysant de la gigantesque campagne idéologique qui l'accompagne permirent au CCI de reconnaître une nouvelle phase de recul de la lutte de classe. Cependant, les années 80 s'achevaient sans que les vérités révolutionnaires – qui, selon le CCI, se révéleraient – n'apparaissent. Il est vrai qu'il y a eu des luttes et des mobilisations ouvrières importantes au cours des années 80. Certaines sont parvenues au niveau d'un début de contestation des organisations syndicales (enseignants en Italie, cheminots et infirmières en France, par exemples). D'autres ont déployé des mobilisations massives (service public en Belgique) ou fait preuve d'une énorme ténacité (mineurs en Grande-Bretagne).

Néanmoins, ces luttes explosent dans une ambiance générale où la terreur économique par le chômage réduit le nombre de journées de grève à des minimums inconnus parfois depuis que de telles statistiques existent. Et surtout pour significatives et héroïques que furent certaines de ces explosions, elles n'ont jamais eu la force de mettre en évidence la principale vérité» que le CCI prévoyait : le caractère révolutionnaire de la lutte prolétarienne.

En soi, cela n'aurait pas dû être dramatique. Rares sont les révolutionnaires qui ne se sont pas trompés dans l'évaluation du cours de la lutte de classe. En outre, si la réalité avait démenti les échéances fixées par l'analyse du CCI, elle n'avait pas pour autant mis véritablement en question la dynamique de fond décrite par cette analyse.

Malheureusement, le CCI n'eut ni la force ni l'état d'esprit pour le reconnaître. Au lieu de cela, il s'attacha à «préciser» la définition de ce qu'il avait entendu par «années de vérité» et surtout face au recul présent de la lutte, il ne s'occupa plus que du «danger de surestimation» de la lutte de classe. La théorie de la «phase de décomposition du capitalisme» dont «tous les effets sont négatifs pour la lutte de classe» vint justifier une vision d'autant plus pessimiste qu'on avait péché par optimisme par le passé, sans le reconnaître.

C'est le B-A-BA de toute méthode scientifique que de reconnaître rapidement toute erreur afin d'en faire source d'enseignement. Quand cela n'est pas fait, non seulement on demeure dans le faux et se prive d'approfondissement, mais en outre on se condamne à fausser d'autres analyses pour tenter d'intégrer ce qui n'avait pu l'être. En tout état de cause la perception de la réalité est faussée. Et cela contribua certainement au renfermement sur soi, à l'esprit de forteresse assiégée du CCI.

Les difficultés communes à toutes les organisations révolutionnaires

L'évolution du CCI trouve aussi une part d'explication dans des difficultés plus générales tenant aux particularités communes à toute organisation révolutionnaire mais auxquelles il n'a pas su faire face.

L'histoire du mouvement ouvrier est marquée par le caractère relativement instable de ses organisations politiques authentiques. Alors que la lutte révolutionnaire du prolétariat est vieille de près d'un siècle et demi, alors que l'affrontement entre les deux classes est aussi permanent que l'existence de ces classes elles-mêmes, alors qu'il existe une réelle continuité au niveau des idées, du programme défendu, chaque organisation parvenant avec plus ou moins de réussite à reprendre et enrichir de façon critique les acquis des organisations précédentes, il n'a jamais existé une organisation unique à travers le temps qui traduirait cette continuité. Même si cette continuité s'exprime par le fait qu'il existe toujours des organisations communistes, cette existence constitue un processus complexe fait de scissions, ruptures, disparitions et créations de nouvelles organisations. Cela est particulièrement vrai pour les principales d'entre elles, les «Internationales», qui apparaissent et disparaissent avec les grandes époques de lutte prolétarienne. Ça l'est tout autant pour les petites organisations qui subsistent entre ces grands moments.

Cela tient à la nature même de la classe ouvrière et de son combat historique. Classe exploitée et révolutionnaire en même temps, son affrontement avec la classe dominante ne prend une forme révolutionnaire ouverte, qu'à des moments exceptionnels. Même en comptant large, c'est-à-dire en incluant les périodes où la lutte ouvrière, sans parvenir à une formulation explicite du but révolutionnaire (comme ce fut le cas pendant la Commune de Paris ou la vague révolutionnaire internationale de 1917-1923), apparaît avec une puissance exceptionnelle (mai 1968 en France ou 1980-1981 en Pologne, par exemple), le nombre d'années où le caractère révolutionnaire de la lutte prolétarienne apparaît avec une suffisante évidence est très réduit en comparaison des années de passivité quasi totale ou de simples luttes revendicatives sans envergure. De ce fait l'existence des organisations révolutionnaires se trouve constamment confrontée à cette difficulté que la réalité sur laquelle repose le projet pour lequel elles combattent ne peut apparaître clairement aux yeux de tous que sporadiquement. Cette réalité, dans la période de décadence du capitalisme, implique des conditions d'existence difficiles pour les organisations révolutionnaires : faiblesse numérique et éparpillement, en particulier.

La faiblesse numérique

La faiblesse numérique fait que l'existence de l'organisation repose sur la volonté et la conviction d'une poignée d'individus, Dans ces conditions la qualité des rapports et des comportements personnels, entre militants, jouent inévitablement un rôle important Or les militants portent en eux les traits, les «stigmates» (plate-forme du CCI) d'hommes marqués par la société aliénée dans laquelle ils vivent : la rivalité, la jalousie, le besoin de dominer ou d'être dominé, ou les deux, la mesquinerie, l'égoïsme, l'égoïsme, l'égoïsme, bref tout un ensemble de comportements et de sentiments propres à une société d'exploitation. Le combat commun pour une société qui, en éliminant l'exploitation, éliminera la base de la plupart de ces sentiments néfastes pour l'activité collective, neutralise partiellement la tendance à leur manifestation, mais ne les fait pas disparaître.

Il y avait quelque chose de juste dans l'intention de départ, dans le récent débat du CCI sur le fonctionnement lorsqu'il affirmait vouloir combattre au sein de l'organisation les différentes manifestations de ces «stigmates». Au tout début du débat, en 1993, un rapport interne soulignait le danger que les militants ne sachent plus pourquoi ils militaient, pourquoi ils accomplissaient telle ou telle tâche. Cela aurait pu être un bon point de départ pour combattre le fétichisme organisationnel dans lequel on plongeait et pour replacer l'action de l'organisation, mais aussi de chacun de ses membres, dans son vrai rapport avec la réalité sociale, immédiate et globale. Mais ce fut l'inverse qui

s'ensuivit. L'objet même du débat servit de justification à un enfermement extrême sur tous les aspects relationnels entre militants et, la paranoïa aidant, on assistera à l'instauration d'un délire collectif où les «stigmates» qu'on prétendait combattre, purent jouer un rôle déterminant.

L'éparpillement

L'extrême faiblesse numérique s'accompagne généralement d'une autre difficulté pour les organisations révolutionnaires : la dispersion du milieu révolutionnaire. L'absence d'une lutte de classe suffisamment importante pour trancher des questions politiques, pour rétablir les priorités et les mesures réelles de l'importance des divergences entre organisations conduit chaque organisation à camper, isolée, sur ses certitudes.

L'enfermement du CCI sur lui-même fut favorisé, depuis longtemps, aussi, par l'état du milieu révolutionnaire prolétarien. Les années 80 ont commencé avec l'échec des Conférences des groupes de la gauche communiste qui, de 1977 à 1980 avaient réussi pendant près de quatre ans à briser, au moins partiellement, un vieil état d'atomisation et de mutuelle ignorance entre les groupes de la gauche communiste. Celles-ci s'arrêtent, à l'initiative du PCint et de la CWO, qui posent comme condition à la poursuite de leur participation l'adoption d'une nouvelle condition d'admission qui exclut de facto le CCI. Même si quelques années plus tard les rapports entre le CCI et le BIPR vont se rétablir, la dynamique des conférences reste brisée sans que rien ne vienne la remplacer. L'enfermement du CCI sur lui-même est aussi le produit de cette ambiance générale de petits groupes jaloux de leurs spécificités, retranchés dans leurs certitudes et voyant trop souvent dans les autres groupes des concurrents ou des rivaux. Mais à tout seigneur tout honneur. La plus importante organisation du milieu est devenue, en particulier par son obsession sur le «parasitisme», le plus puissant facteur de délabrement de ce milieu.

Les tendances au militarisme

Un autre danger qui guette les organisations révolutionnaires et auquel le CCI n'a su résister, est celui des tendances militaristes.

Toute organisation révolutionnaire est par définition une organisation conçue pour lutter : elle est tout d'abord partie prenante de la lutte globale de la classe révolutionnaire; comme telle, elle mène des combats sur des plans spécifiques : contre l'idéologie dominante et ses multiples formes de mystification; sur le plan de l'intervention politique directe au sein du mouvement contre l'action et les manœuvres des organisations dites «ouvrières» mais au service de l'État; et quand elle se situe en «positif, c'est pour mieux catalyser, galvaniser la lutte pour une nouvelle société. Mais dans une société encore aliénée, l'idée de lutte est inévitablement rattachée à celle d'armée, de militaire. Ce n'est pas par hasard si le terme de «militant», qui désigne quelqu'un qui lutte de façon organisée, vient du latin «miles», soldat. Il existe en permanence une pression sur les organisations révolutionnaires vers l'adoption de caractéristiques militaires. Cela ne prend pas la forme de galons ni de saluts au garde-à-vous. Mais tout simplement les responsabilités se hiérarchisent de plus en plus, les initiatives viennent de plus en plus des organes centraux, les divergences sont de plus en plus perçues comme des ennemis de l'unité ou comme posant la question de l'appartenance à l'organisation pour ceux qui les défendent. La promptitude à exécuter les ordres, ou à faire siennes les prises de position des organes centraux, devient la première qualité de membres.

L'organisation militaire est la forme la plus simple qu'aient trouvée depuis des millénaires les hommes pour combattre. Il est illusoire et dangereux pour une organisation révolutionnaire de l'ignorer. L'exemple de la révolution russe est particulièrement éloquent à cet égard : c'est au nom de la nécessité d'efficacité militaire dans la guerre civile que les assemblées de soviets qui avaient fait la révolution d'Octobre furent vidées de leur pouvoir politique; c'est au nom de l'efficacité dans la lutte contre la famine que l'un des principaux leaders de la révolution, qui avait été à la tête du premier soviet de l'histoire (Trotsky, Petrograd 1905) propose, à la fin de la guerre civile, la militarisation

d'une partie de l'économie.

Cette tendance au militarisme se fit particulièrement jour au sein du CCI au milieu des années 80. À cette époque, le mot d'ordre au sein du CCI était de devenir, «enfin», une organisation de «combat». Cela s'accompagna tout «naturellement» du développement de tendances militaristes, au point qu'il fallut à un moment donné mettre en garde contre les penchants au «monolithisme» et à la «rigidité». Elle s'est encore manifestée au cours du récent débat interne. Ce n'est pas par hasard si la nouvelle lutte pour «l'esprit de parti» fut présentée comme une continuité de celle menée pour «l'organisation de combat» (il y a un peu moins de dix ans) dont le seul défaut était d'avoir été particulièrement «maladroite».

Les tendances militaires qui tendent à apparaître dans une organisation révolutionnaire ne peuvent être combattues sans l'existence d'un esprit favorisant, encourageant la plus intense vie politique interne et donc la libre expression de toutes les divergences y compris sous forme organisée. La recherche de la plus grande homogénéité théorique, politique, est une condition de l'efficacité d'une organisation révolutionnaire. Mais cette homogénéité ne peut être confondue avec le monolithisme d'un bloc de pierre constitué de cristaux identiques.

Dans le CCI, les tendances militaristes ne s'expriment pas de façon caricaturale, comme dans certaines organisations de type bordiguiste. Le CCI possède en pratique les moyens matériels et fonctionnels permettant une discussion permanente grâce en particulier à la publication de bulletins internes en plusieurs langues auxquels tout membre peut participer. Qui plus est l'expression des divergences y est considérée comme un devoir et les accords «du bout des lèvres» comme condamnables.

Mais la vraie question réside dans l'attitude générale entretenue à l'égard des divergences. Lorsque celles-ci sont considérées, quasi systématiquement comme manifestation d'«individualisme» et que cet individualisme est conçu comme le pire ennemi de l'organisation, ces moyens de discussion ne peuvent que devenir des moyens de stérilisation. Lorsque dans la confrontation on attaque ce qui est dit en s'attaquant à celui qui le dit; lorsqu'on regarde systématiquement avec la plus grande suspicion toute tentative des minoritaires de discuter collectivement et librement pour intervenir dans les débats, les plus beaux statuts et les plus belles règles formelles ne sont plus que du papier.

Le CCI, à la suite de Lénine, enferme le problème dans une alternative absurde où il ne peut exister que deux possibilités : ou bien «la bohème littéraire» ou bien «la discipline de fabrique». Ce n'est pas seulement dans le fait d'accepter la dernière au nom du rejet de la première, qu'est le piège. Celui-ci réside dans l'alternative elle-même.

La recherche du dépassement des divergences, la confrontation théorique, politique, dans le but de déterminer l'action de l'organisation sont des nécessités vitales dans un corps collectif qui ne se voue pas à la contemplation spéculative. Mais cela ne peut être fait que si le dépassement des contradictions n'est pas identifié à l'élimination de celles-ci. Le dépassement des contradictions par la confrontation fraternelle et rigoureuse est la méthode révolutionnaire. La seconde est celle de l'esprit militariste qui ne trouve son bonheur que lorsqu'il ne voit qu'une seule tête.

CONCLUSION : QUELS ENSEIGNEMENTS POUR L'AVENIR?

L'avenir du CCI

La lutte de classe sauvera-t-elle le CCI ? Dans la mesure où l'involution dégénérante du CCI trouve en grande partie son explication dans un recul de la conscience dans la classe quant à la perspective révolutionnaire, on pourrait espérer qu'un mouvement puissant de la lutte de classe serait en mesure de faire sur lui l'effet d'un électrochoc, lui permettant, si ce n'est déjà pas trop tard, de

retrouver un minimum de lucidité sur lui-même. L'histoire répondra. En attendant l'expérience récente augure mal de cette possibilité. Le mouvement de grèves en France de décembre 1995, la plus grande mobilisation ouvrière en France depuis Mai 1968, n'a été vu par le CCI que comme une manœuvre de la bourgeoisie et une gigantesque manifestation du recul de la conscience de classe. Du fait que les ouvriers n'ont pu déjouer l'adroite opération de recréation des syndicats, le CCI n'y a vu qu'une confirmation de l'énorme offensive de la bourgeoisie (dont le CCI serait un des principaux objectifs). Et quand, comme ce fut mon cas, quelqu'un essaya de défendre l'importance de la mobilisation et sa signification comme réveil d'une nouvelle combativité, il fut rapidement accusé d'être manipulé par «le clan» et les «parasites».

Peut-être de nouvelles explosions de la lutte de classe, beaucoup plus énergiques que celles de 95, parviendront à fendre la carapace paranoïaque dans laquelle s'est enfermé le CCI. Mais, alors, le CCI devra faire les comptes avec son actuelle évolution et cela ne pourra être fait sans de violentes convulsions internes.

Quelques enseignements

Il ne servirait à rien de parvenir à un constat de dégénérescence du CCI si ce n'était pour en tirer des enseignements pour l'avenir des organisations révolutionnaires : si ce n'était pour combattre l'idée qu'une telle évolution était inévitable du seul fait qu'il s'agissait d'une organisation militante, donc d'un «appareil» engendrant des «apparatchiks», etc. (voir Camatte et tous ceux que des déceptions militantes ont conduit à la même amertume).

Il y a bien une logique d'appareil qui tend à s'instaurer dans toute forme d'organisation existant dans une société aliénée. Et, il est vrai que les organisations révolutionnaires ne peuvent échapper à cette tendance. Mais il est faux de penser que toutes les tendances à reproduire des schémas aliénés d'organisation ne puissent être affrontées, contrôlées, maîtrisées pour limiter au maximum leurs effets. Il en est, à ce niveau-là, des organisations révolutionnaires, comme de tous les rapports humains dans une telle société. L'amour dans le cadre de la famille, par exemple, reproduit toute une série de comportements aliénés produit de millénaires de sociétés de classe, d'oppression de la femme, d'exploitation des enfants, de patriarcat, etc. Dans la décadence avancée du capitalisme, ces rapports brutaux aboutissent dans un nombre toujours croissant de cas à un échec, souvent tragique, dans d'autres cas, sont souvent entachés de rapports sadomasochistes, «autodestructeurs», etc. Faut-il pour autant renoncer à aimer et à faire des enfants ?

La révolution ne sera pas l'œuvre d'hommes élevés dans le communisme mais dans le capitalisme. Et les organisations qui se donnent pour tâche de participer à ce combat portent inévitablement les tares de la société capitaliste. Mais il est absurde d'en déduire qu'il faut pour autant renoncer à s'organiser dans la société capitaliste pour le combat révolutionnaire, même lorsque les organisations doivent se réduire à quelques poignées de militants. S'il fallait attendre que nous soyons débarrassés de toutes les tares pour commencer à s'organiser, le projet serait effectivement absurde, car il faudrait attendre le communisme.

Même pendant les périodes révolutionnaires, où les organisations politiques révolutionnaires sont traversées par le processus général dans lequel des millions de prolétaires «se changent eux-mêmes» dans la chaleur du combat généralisé, le poids des stigmates de la société bourgeoise, s'il sera radicalement réduit n'en sera pas moins présent. Il faudra probablement des générations de société communiste pour que soient véritablement extirpées toutes les traces de millénaires d'aliénation humaine.

En attendant il n'y a pas d'autre voie, pour participer au mouvement vers le communisme, activement et avec des chances d'efficacité, qu'en s'organisant et menant un combat quotidien contre toutes les tendances qui poussent à reproduire des comportements, et des formes d'organisation aliénées (armée, église, école). Il n'y a malheureusement pas de recettes magiques pour y parvenir, comme le montre la longue et douloureuse histoire des dégénérescences d'organisations révolutionnaires. Seules la conscience et des convictions collectivement partagées,

peuvent permettre un combat d'autant plus difficile qu'il n'est pas tant contre une «pénétration» de l'idéologie dominante (formule qui laisse entendre que ce qui est «pénétré» est un noyau «purement communiste») mais contre le poids de cette idéologie tel qu'il est porté à l'intérieur par les militants et les rapports entre eux.

La réflexion sur l'expérience du CCI et sur son involution, conduit à tirer quelques leçons, surtout négatives, sur certains des pièges qui guettent toute organisation révolutionnaire et qui entravent son combat contre l'omniprésente pression de l'aliénation.

La première condition pour mener un tel combat, c'est d'avoir conscience de l'existence de celui d'avoir conscience que les organisations communistes ne sont pas, du fait de leur engagement révolutionnaire, des «havres de communisme». Malheureusement, on retrouve cette illusion dans beaucoup d'organisations et cela dans des courants apparemment très opposés, tels les bordiguistes et les situationnistes. Le résultat parle de lui-même puisque les premiers reproduisent un fonctionnement ecclésiastique et les seconds, reproduisent la «bohème littéraire».

Le fétichisme organisationnel, la vision aliénée de l'organisation comme étant elle-même son propre but, oubliant les raisons originales de son existence et laissant libre cours aux plus dangereux délires collectifs internes, trouve en grande partie son origine dans l'incapacité à entretenir une saine ouverture sur le monde «extérieur», dans la tendance à un renfermement sur son propre micro-univers.

Cette ouverture doit être cultivée dans les rapports avec les autres organisations et individus révolutionnaires. L'apparition de conceptions du type «il n'y a pas de vie en dehors de notre organisation» même lorsqu'elles ne prennent pas les formes les plus extrêmes, sont le symptôme certain d'une vision de secte aliénée de la réalité la plus immédiate. La claire vision du milieu révolutionnaire comme ensemble d'expressions différentes et imparfaites de l'effort de la classe révolutionnaire, le rejet des visions de concurrence où les autres deviennent rapidement des «ennemis» ou des «parasites», sont des conditions élémentaires pour ne pas mourir étouffé par son propre narcissisme organisationnel.

À une échelle plus générale, c'est l'ouverture vis-à-vis de la réalité sociale, dans toute sa globalité et dans sa dimension plus spécifique de la lutte de classes, qui doit être constamment développée. Cela implique un effort permanent d'analyse et de rigueur dans celle-ci. Une rigueur qui est impossible lorsqu'on commence à se percevoir comme le guide infaillible du prolétariat et que l'on s'interdit de reconnaître ses propres erreurs, de peur de déboussoler ce dernier.

Enfin, sur le plan de sa vie interne, il est indispensable de rejeter les conceptions qui au nom du combat pour l'unité et la cohérence de l'organisation voient ou tendent à voir systématiquement dans l'expression de divergences la manifestation d'un individualisme destructeur. C'est avec raison que Marx pourfendeur de l'individualisme anarchiste de Stirner, reconnaissait au capitalisme la vertu d'avoir permis à l'individu de prendre conscience de lui et situait la différence entre le communisme primitif, tel qu'il caractérise les premiers millénaires de l'humanité, et le communisme du futur dans le fait que le premier était subi par les hommes, inconsciemment, comme un état naturel, alors que le second sera l'œuvre d'individus conscients, choisissant de s'associer librement pour bâtir la véritable communauté humaine.

Quelle que soit l'évolution ultérieure du CCI, qu'il continue son processus de sectarisation et d'enfermement dans sa propre paranoïa ou qu'il éclate ou s'effondre sous le poids des contradictions entre les fondements de sa plate-forme révolutionnaire et son esprit de secte, l'expérience de son évolution récente sera autre chose qu'une tragédie de plus dans l'effort des révolutionnaires pour s'organiser, que si ceux-ci, y compris ceux qui restent dans le CCI, savent voir lucidement sa nature dégénérative et surtout en tirer les enseignements pour l'avenir.

RAOUL VICTOR (*mai 1997*)